

les manifestations

la grève

Décembre 95

et la remontée des luttes ouvrières

la sécurité sociale

les autres problèmes sociaux

le mouvement au jour le jour

les syndicats



quel avenir ?

1. Vive Décembre 1995, vive la remontée des luttes ouvrières !

Beaucoup des participants aux manifestations, des grévistes les plus actifs du mouvement de Décembre 95 ont ressenti, au moment de devoir reprendre le travail, un regret supplémentaire : celui de quitter le monde de la lutte collective, un monde de fraternité, de solidarité dans l'épreuve, de bonheur d'avoir quand même gagné ensemble quelque chose, même si tout, loin de là, n'est pas gagné.

Oui, la grève est un monde nouveau. Pour les travailleurs, c'est la fin de l'isolement, de la solitude qui pèse et finit par écraser, par égarer. C'est la découverte des camarades, de leur générosité, c'est même la découverte de ses propres possibilités : jamais on n'aurait cru pouvoir en faire autant en si peu de temps. Jamais on n'aurait rêver pouvoir recevoir tant des autres, de signes d'amitié, de joie de se retrouver ensemble jour après jour.

Et pour le camp adverse, c'est aussi un peu nouveau. Des choses dont on nous disait la veille encore qu'elles étaient vraiment inconcevables, impossibles, soudain, deviennent acceptables, tolérables. La logique d'ordinaire si solide du monde des possédants et des gouvernants, vacille, doit reconnaître que notre logique populaire n'est pas si folle, et doit commencer à lui faire une place.

Des millions de travailleurs sont descendus dans les rues, une fois ou même plusieurs. Beaucoup ont fait là leur première lutte, et ont découvert un sentiment que la résignation avait fini par faire oublier : c'est que nous sommes bien tous frères, tous lotis à la même enseigne, au-delà des petites différences que créent nos patrons pour nous diviser. Tous ensemble, nous avons été respectés !

Sur le point numéro un, le retrait du plan Juppé, Décembre 95 n'a pas gagné, et tout le monde le ressent, ceux qui se sont battus les premiers, comme une injustice.

Pour toutes ces raisons, Décembre 95 n'est pas fini. On n'a pas fini de voir des travailleurs relever la tête, comme l'ont déjà montré plusieurs fois fin décembre et début janvier des postiers, des cheminots, des traminois.

On n'a pas fini de tirer des leçons de ce mois de luttes qui a réchauffé tout un hiver. Un tel mouvement ne peut être qu'un début. Cette petite brochure est un essai pour réfléchir à cet avenir.

2. Ceux qui creusent le trou de la Sécurité sociale, et que l'Etat ne dénonce pas

Il faut savoir que les entreprises, contrairement aux salariés -nous avons un prélèvement d'office sur le bulletin de paye-, doivent quelque chose comme 90 milliards de francs à la Sécu. Cette somme, elles ont tout simplement "oublié" de la payer au fil des ans. En clair, c'est un cadeau que leur fait l'Etat, puisqu'il accepte ces oublis.

Chaque année, l'Etat fait aussi des cadeaux aux patrons en leur enlevant une partie de ce qu'ils devaient jusque-là payer : 13 milliards d'exonérations en 92, 27 milliards en 94.

Il faut aussi savoir que l'Etat oblige la Sécurité sociale à payer bien des choses discutables : par exemple, les hôpitaux, qui devraient en bonne logique être payés par les impôts. Enfin, sur les médicaments, l'Etat a longtemps fait payer 7% de TVA comme sur de vulgaires chaussettes et encore 2,1% aujourd'hui.

L'Etat contribue donc à endetter la Sécu. Cela peut nous paraître étonnant, car on l'a assez entendu pleurnicher au déficit. Mais c'est déjà une chose qu'il faut voir en face. Pire, l'Etat se comporte avec la Sécurité sociale comme ces rapaces que sont les banquiers : après avoir aidé à creuser le trou, il a prêté de l'argent à la Sécu (110 milliards en 93), mais les seuls intérêts que doit lui rembourser la Sécu se montaient à 6 milliards pour 94, et autant pour 95.

3. Ceux qui profitent de la santé

Il existe une véritable industrie, peu connue et pourtant particulièrement bien développée et organisée en France, qui fait de beaux bénéfices sur notre santé : c'est l'industrie pharmaceutique.

Derrière la variété phénoménale des médicaments que l'on peut trouver en pharmacie, il y a une petite poignée de très gros patrons. Les 3 premiers sont Sanofi (filiale de Elf), Roussel-Uclaf, et Synthelab (filiale de l'Oréal). Ensemble, ils pèsent 50 milliards de chiffre d'affaires. Ils ont déclaré pour 1994 3,4 milliards de bénéfices.

Mais même ces bénéfices déclarés ne donnent pas une juste idée de leur puissance. Par exemple, Rhône-Poulenc-Rorer, n° 5 de la pharmacie, déclare un bénéfice de 700 000 F. Mais il s'est offert le luxe d'acheter un concurrent anglais, Fisons, pour la somme de 14,3 milliards !

Le poids de ces mastodontes est si lourd qu'ils peuvent imposer les prix qu'ils

veulent aux médicaments. D'après la loi, au bout de 10 ans, un médicament, même découvert par un laboratoire doit devenir public, et sa formule chimique devrait pouvoir être copiée, donc vendue moins chère par le jeu de la concurrence. On appelle le médicament copié, identique à celui d'origine, un produit "générique".

Théoriquement, un produit générique devrait donc pouvoir coûter moins cher. Et on trouve effectivement des médicaments génériques 5 ou 6 fois moins chers. Mais ce sont les mêmes trusts qui les fabriquent, et du coup il y a très peu de produits génériques qui sont réellement proposés. Bien que 70% des médicaments devraient pouvoir être génériques, il n'y en a même pas 3% qui nous sont prescrits dans la pratique.

Enfin, les profiteurs de la santé inventent aussi des noms différents, comme pour de vulgaires lessives, pour mieux nous tromper. Par exemple le Doliprane et le Dafalgan contiennent exactement le même produit actif, le paracétamol, mais le premier coûte 15 F là où le second coûte 11,30 F.

4. Le plan Juppé : une aggravation de l'injustice

Le plan Juppé pour la Sécurité sociale a été une goutte d'eau qui a fait déborder le vase des injustices. Le Premier ministre Juppé n'était évidemment pas seul à avoir concocté ce plan. A droite, il a été triomphalement applaudi par tous les députés. A la Bourse, les patrons lui donnent le même accueil. A gauche, il s'est même trouvé une centaine d'intellectuels pour lui signer un texte de soutien.

Le plan Juppé est courageux, disaient-ils en chœur. C'est vrai, son plan ambitionne de boucher le fameux trou de la Sécu. Mais le courage de Juppé, il consiste à s'en prendre aux petits.

Pour 1996 et 1997, ce plan prévoit de récupérer 96 milliards de francs. Aux entreprises, à celles qui font de l'argent avec notre santé et à celles qui tout simplement ne participent pas à la répartition des sommes à payer à la Sécu, le plan Juppé demande 5% des efforts. Plus des trois quarts doivent être pris sur les ménages, c'est-à-dire vous et moi, et le reste se partage entre les médecins et les entreprises. Or c'est dans les ménages qu'il y a la population la plus démunie.

Ce plan va faire payer les chômeurs, les retraités, dès qu'ils touchent un peu plus que le SMIC. Concrètement, cela veut dire que près de 5 millions de retraités, et 700 000 chômeurs vont avoir à payer 3 000 F par an de prélèvements supplémentaires. Voilà la nouvelle injustice qui se cache derrière le RDS, le remboursement de la dette sociale.

C'est justement les plus démunis, les chômeurs, les retraités, les petits salaires, qui depuis des années, se serrent de plus en plus la ceinture sur la santé comme sur le reste.

Une enquête récente montre qu'en moyenne un cadre supérieur dépense en pharmacie une fois et demi plus qu'un ouvrier non qualifié (enquête santé et protection sociale 1994). D'après cette enquête, il est arrivé à 24% des gens de renoncer

à des soins parce que les remboursements sont devenus trop limités. Le plan Juppé ne peut qu'aggraver tout cela.

5. Juppé poursuit une logique appliquée par la gauche au gouvernement

Avant la grève et les manifestations, Juppé, et tous les gens officiellement responsables nous disaient que la réforme de la Sécurité sociale était faite pour notre bien, qu'il n'y avait pas d'autre solution possible. Et on nous répétait qu'on ne pouvait pas laisser la Sécu en déficit, sans quoi on risquait tout simplement la faillite, et qu'elle soit incapable bientôt de nous rembourser.

Bizarrement, il ne s'est pas alors trouvé grand monde pour dire clairement qu'on pouvait faire autrement. C'est que nous sortons d'une longue période où les hommes politiques dits de gauche, censés représenter la population travailleuse, ont exercé directement le pouvoir, et où ils ont mené une politique du même tonneau.

En septembre 82, le plan Bérégovoy avait créé le forfait hospitalier à la charge des malades, et baissé les remboursements de 1300 médicaments. Il y avait à l'époque 4 ministres du Parti communiste au gouvernement.

En 1985, le plan de la socialiste Dufoix a augmenté les dépenses à la charge des ménages (frais d'infirmiers, biologie) et encore baissé le remboursement de centaines de médicaments. En 1990, Rocard a créé la CSG. Tous ces plans avaient une même logique : faire payer les plus petits. Et Juppé a dû trouver bien injuste que la révolte n'éclate que pour lui.

Si les hommes politiques de gauche comme de droite s'en prennent ainsi aux petits, aux travailleurs, ce n'est pas par pure méchanceté, ni non plus par bêtise. C'est que nous vivons dans un monde de rapaces. Et dans ce monde capitaliste, la force se mesure au capital que l'on possède.

Alors, une fois élu, une fois au gouvernement, même si l'on n'avait pour débiter dans la vie qu'un CAP d'ajusteur-fraiseur comme c'était le cas pour Bérégovoy, il n'y a plus qu'un seul choix : se mettre au service des trusts, des banques, des riches. Ou alors partir.

L'Etat tout entier est au service de ceux qui possèdent les plus grosses entreprises, les plus gros capitaux. Et c'est parce que ces gens-là sont infiniment plus forts, plus organisés, et qu'ils pèsent directement sur toutes les décisions du gouvernement, qu'il ne reste plus à celui-ci qu'un seul choix : nous ponctionner... jusqu'à ce que nous sachions être forts.

Nous n'avons pas, nous, la force de l'argent. Nous ne fréquentons pas les mêmes salons. Nous n'avons aucun moyen d'influencer ces gens-là. La seule force avec laquelle nous pouvons peser, c'est celle de notre union, c'est celle de notre action collective, dans la grève et dans la rue.

6. Pour la Sécu et les retraites, la seule solution sérieuse passe par l'emploi et les salaires

Que l'on prenne le problème de la Sécurité sociale, ou celui des retraites, les choses se ressemblent. La Sécu, comme la retraite, ce n'est jamais dans un cas comme dans l'autre qu'un pourcentage de notre salaire qui est mis de côté pour l'avenir. Cela se voit sur toutes nos fiches de paye : nous mettons de côté mois après mois de l'argent, qui nous est reversé en cas de maladie, ou une fois à la retraite.

S'il y a un problème de rentrées d'argent qu'il n'y avait pas dans le temps, c'est que la masse globale de tous les salaires a trop baissé ces dernières années, même si pour ceux qui ont un emploi ils peuvent avoir un peu augmenté. Car il faut compter avec le chômage, qui représente plus de 3 millions de salaires perdus. Et il faut aussi compter avec les emplois précaires, moins payés que les emplois stables, et qui sont le lot de toute une jeunesse.

En fait le déficit actuel de la Sécu, il correspond très exactement au manque d'entrées correspondant à un million de chômeurs.

On peut aussi faire le calcul en imaginant une augmentation des salaires. On trouve alors qu'une augmentation générale de 4,5% des salaires donnerait le même résultat : 60 milliards de cotisations nouvelles par an, le déficit actuel de la Sécu.

En nous disant qu'il faut accepter des sacrifices sur la Sécurité sociale pour améliorer l'emploi, on nous ment et on se moque de nous. Si l'emploi va mal, ça n'a rien à voir et ce n'est pas dû à la sécurité sociale. Cela a commencé et cela a duré dans une période d'au moins 15 ans où la Sécurité sociale n'avait pas le problème actuel. C'est au contraire l'emploi ou plutôt l'absence d'emploi qui a fini par entraîner dans le rouge la Sécu, comme les retraites.

7. Comment les gros capitalistes font de l'or avec les déficits

Dans la logique des lois de l'argent, quelqu'un qui se retrouve en déficit doit automatiquement emprunter. Et on n'emprunte pas pour rien dans ce monde-là, on n'est pas entre amis en train de s'entraider. Non, on profite de la mauvaise passe pour soutirer plus d'argent de celui qui manque déjà, en exigeant qu'il rende, en plus du prêt, des intérêts.

Le déficit de la SNCF rapporte ainsi 14 milliards aux banques chaque année. L'affaire est si fructueuse que tout le monde s'est mis à jouer ainsi aux prêteurs, ne voulant pas laisser la méthode aux seuls banquiers. Même l'Etat, par le biais du Trésor

public notamment s'y est mis. Et c'est comme cela que le trou de la Sécu lui rapporte 6 milliards par an.

Alors, peut-on se demander, puisque le déficit est une si bonne affaire, pourquoi tiennent-ils tant à le combler ? C'est que le banquier ne peut être vraiment certain de son affaire que s'il récupère vraiment et ce qu'il a prêté, et les intérêts.

Or plus le déficit se creuse, plus on peut espérer tirer de l'argent, mais plus aussi on prend le risque que celui qui est dans le trou ne parvienne pas à en ressortir. Et dans ce cas-là, l'opération n'est plus du tout une bonne affaire.

Or, les chiffres atteints par les déficits de toutes sortes ces dernières années dans tous les pays capitalistes ont atteint des sommets si énormes que tous les grands prêteurs de la planète, Compagnies d'Assurances, Banques, Caisses d'Epargne d'une poignée de pays riches, commencent à être inquiets, et exigent que l'on rende ce qu'on leur doit... avant, sans doute, de se lancer dans une nouvelle période de creusement des déficits.

Et lorsqu'on nous dit que "les marchés financiers" réagissent bien ou mal à la situation, c'est de ces gens-là dont il s'agit. Ce sont les vrais maîtres du jeu. Par exemple, les sociétés d'assurance UAP, AGF et GAN contrôlent à elles seules 800 milliards de francs, la moitié du budget de l'Etat. Dans ce monde de la finance, utiliser les "trous", les "déficits" et les "dettes", ça ne coûte rien en investissements, et c'est l'un des meilleurs moyens de faire de l'argent.

Si on laisse faire les gouvernants pour régler les problèmes, il faut s'attendre au pire. Même s'ils réussissaient à boucher le trou de la Sécu ou de la SNCF, ou un autre, ils seront ensuite les premiers à le creuser. C'est ce qui s'est déjà passé à la SNCF, qui avait vu son déficit épongé en 1985.

8. Les retraites et le faux-problème du vieillissement

Pour justifier son projet de changer les modes de calcul des retraites, le gouvernement explique que l'on est obligé de baisser le montant des retraites car il y aurait plus à payer qu'autrefois, puisque les personnes âgées vivent plus longtemps.

C'est en 1994 que le calcul des retraites a commencé à être modifié, pour tous les travailleurs du privé. La nouvelle règle sera qu'il faudra cotiser 40 ans là où auparavant c'était 37 ans et demi. Et le calcul du montant des retraites est revu à la baisse, puisqu'il se fera à partir de la moyenne des 25 dernières années de travail au lieu des 10 dernières.

Mais il y a deux tricheries dans cette présentation des choses. C'est vrai que l'on vit plus longtemps, et c'est tant mieux. Mais une bonne part du manque à gagner des caisses de retraites, il vient là aussi de ce que la masse des salaires a baissé, du fait du chômage, du fait des bas salaires de plus en plus nombreux. Pour les employés de

l'Etat, c'est la même chose. La SNCF n'emploie plus que 200 000 personnes à peine, alors qu'elle en employait 500 000 il y a 50 ans.

C'est le progrès technique, nous dira-t-on. Certainement. Mais pourquoi ce progrès technique ne profite-t-il pas aux travailleurs qui l'ont mis en application au prix de tant d'efforts leur vie durant ? C'est que derrière le prétexte du progrès technique, il y a un autre progrès qui va entièrement lui aux patrons et nullement aux salariés : c'est le progrès de la productivité.

La SNCF a calculé que chacun de ses agents produisait en moyenne aujourd'hui 5 fois plus de travail qu'il y a 50 ans. En moyenne, chaque cheminot permet de transporter 5 fois plus de voyageurs ou de marchandises pour le même horaire de travail. Et il doit en être de même dans bien des branches, du public comme du privé.

Mais les salaires eux, n'ont pas été multipliés par 5. Les horaires de travail n'ont pas non plus été divisés. Il y a eu sans doute un petit plus pour l'ouvrier, mais il n'y a pas besoin d'être comptable pour se rendre compte que ce qui est passé dans les poches des patrons est vraiment pharamineux.

Si les travailleurs avaient bénéficié du progrès dans les proportions réelles, il n'y aurait sûrement aucun problème pour assurer les retraites des anciens. Au contraire, eux aussi devraient voir leur sort amélioré.

Ceux qui dirigent cette société voudraient nous faire accepter qu'avec tous les progrès qu'il y a, l'avenir des travailleurs devrait aller en marche arrière. C'est qu'en se gardant tous les bénéfices des hausses de productivité, en bloquant des salaires qui ne suivent pas ces progrès, il tiennent une poule aux oeufs d'or qu'ils n'ont pas envie de lâcher.

Une société qui considère que vivre plus longtemps est un problème ne mérite qu'une chose : c'est de laisser la place à une autre.

9. C'est le monde de l'argent qui s'accapare les fruits du progrès et du travail

On trouve effectivement dans notre société une véritable planète dorée. Ce que ses habitants ont entre les mains correspond au gigantisme de ce qui est volatilisé et qui manque parfois cruellement ailleurs.

Lorsqu'il leur arrive de nous côtoyer, ces gens s'habillent comme tout le monde, se fondent dans le décor. Mais entre eux, les moeurs sont bien spéciales. C'est une véritable aristocratie, qui ne parle pas argent en dehors des affaires, car elle veut considérer sa supériorité comme naturelle. A Paris, ils vivent au nord du 16^e arrondissement.

Leurs enfants vont dans des écoles réservées. Des soirées de luxe spéciales sélectionnent garçons et filles pour que la descendance reste bien dans un milieu du

même rang. Cette bourgeoisie, c'est son nom, se trouve parmi les chefs d'entreprise, mais aussi certains agriculteurs, des intellectuels, ou des rentiers.

La première fois qu'on découvre les chiffres qui sont énoncés ici, on est stupéfait. N'est-ce pas de la propagande ? Est-il réellement possible qu'un vol -car c'est de vol dont il faut parler- aussi considérable puisse se produire ainsi tout à fait régulièrement ?

Arrivé à une certaine échelle, l'argent produit des phénomènes étonnants. Ainsi, lorsque l'on possède un patrimoine de 2,5 millions de francs, il n'y a rien d'autre à faire qu'à le placer en banque pour qu'il vous rapporte 10 000 F par mois, sans bouger le petit doigt, juste par le jeu des intérêts. Et bien sûr, on conserve sa fortune de départ.

Dans les journaux que lisent ces gens-là, on trouve des conseils de ce style : "Déposer un million de francs sur un contrat d'assurance-vie et effectuer des retraits anticipés ; huit ans après, il reste un million de francs exonéré de droits de succession, et vous aurez touché 5 000 F par mois" (L'Expansion).

Mais y a-t-il vraiment autant de gens que cela qui peuvent placer des sommes de un ou deux millions de francs ? On serait tenté de croire qu'ils ne sont que quelques exceptions. On entend si souvent les patrons pleurer sur leur sort...

Eh bien, les chiffres prouvent qu'entre les pleurs et la réalité, il y a un monde. En moyenne, chaque chef d'entreprise de ce pays possède un patrimoine de rapport, c'est-à-dire un patrimoine placé et qui rapporte de l'argent, de 4 millions de francs. Et des chefs d'entreprise (au-dessus de 10 salariés), il y en a 150 000. C'est donc bien toute une population qui s'accapare les fruits du travail humain.

Ce monde des riches garde jalousement le secret sur le montant de leur fortune. C'est pourquoi, on ne les entrevoit que rarement, seulement lorsqu'ils y sont obligés. Au moment des élections, on a appris que Chirac a un revenu annuel de 1 900 000 F, ou que les époux Balladur disposent d'un patrimoine dont la seule partie imposable est de 21 millions de F.

A l'occasion de scandales de corruption, on a su que Pierre Suard, ex-PDG d'Alcatel-Alstom a un revenu de 1 million de francs par mois, que Guy Dejouanny, de la Générale des Eaux, touche 1 250 000 F par mois.

Ailleurs, on apprend que les dix plus gros "salaires" de la BNP touchent 113 000 F par mois. Ou 250 000 F à la Société Générale. Que chaque membre du Conseil d'administration de l'Oréal touche 41 000 F par mois simplement pour assister aux séances. Que le président de cette entreprise touche jusqu'à 1 400 000 F par mois.

On lit ces chiffres, et, à la vérité, on les oublie presque aussitôt tant ils nous sont étrangers. Mais ces gens-là n'oublient pas de toucher ces sommes incroyables, jour après jour. Ils n'oublient pas de s'octroyer des augmentations indécentes : Jérôme

Monod PDG de la Lyonnaise des eaux, s'est accordé une augmentation de 11,7% en 1994. Martin Bouygues, PDG du groupe Bouygues, s'est offert une augmentation de "salaire" de 14% en 1994, Bernard Arnault, PDG de l'industrie du luxe LVMH s'est carrément octroyé une hausse de 89% !

Si la télé, ou les grands journaux sont en général très discrets sur ce beau monde, c'est qu'ils sont eux-mêmes dirigés par des gens qui en font partie. Pour donner un petit exemple, un Gérard Carreyrou, directeur de l'information sur TF1, a un "salaire" annuel qui se monte à 2 800 000 F. Ce sont ces gens-là qui osent venir nous dire qu'on les "prend en otage", ou qui traitent les cheminots de "privilegiés".

10. C'est le monde de l'argent qui dirige vraiment les choses

Si l'âpreté au gain de ces gens-là est assez connue, il y a un autre aspect au moins aussi choquant qui nous concerne tous. Si les Bouygues, L'Oréal et les autres sont si près de leurs sous, ce n'est pas seulement par manque de générosité envers les autres. D'ailleurs, un certain nombre se permettent de fonder des oeuvres "sociales", comme ils disent.

Ce qui oblige absolument tous les participants du grand jeu capitaliste à respecter la sacro-sainte loi du plus fort en capital, c'est qu'ils sont en guerre entre eux, en permanence. 24 heures sur 24, chacun regarde ses confrères comme une proie dont il attend le meilleur moment pour s'en emparer, et en même temps se pose constamment la question de savoir si quelque part, un ou plusieurs concurrents ne trament pas quelque chose contre lui.

Cette guerre dévore une quantité phénoménale de munitions. Et les munitions de cette guerre qui ne dit pas son nom, c'est le capital. Que ce soit sous forme d'argent liquide, de chèque, de machines, de bâtiments, ou même de salariés, peu leur importe, car tout s'achète et tout se vend.

Seulement, machines, bâtiments, terrains et même argent liquide n'existent que par le travail, par notre travail. Voilà, après les salaires et les patrimoines qu'ils se mettent de côté, l'autre morceau du grand gâchis qu'ils osent appeler "l'économie".

C'est finalement ce monde de riches que nous avons constamment en face de nous, même s'il ne se montre pas, parce que son opulence provoquerait la colère. C'est leurs intérêts que tous les politiciens gèrent. Ils ne peuvent rien faire d'autre une fois arrivés aux sommets du pouvoir. Et si Chirac a pu se permettre, comme Mitterrand en son temps, de faire des promesses d'amélioration du niveau de vie, de baisse du chômage, lors de sa campagne électorale, une fois en place, c'est tout autre chose qu'on nous sert.

Les hommes politiques savent bien qui dirige vraiment le monde. Ils savent que les riches, les gros propriétaires, les banquiers, n'attendent d'eux que de jouer le bête-show, de servir de fusible si nécessaire, et de laisser les puissants et les riches

continuer à profiter tranquillement sans qu'on les remarque trop. Ils ne sont, au fond, que des valets achetés, et interchangeables.



Le 5 décembre, la presse patronale annonce que le patron des patrons autorise le gouvernement à reculer sur les retraites des fonctionnaires

Un épisode de la grève de décembre 95 est passé inaperçu, mais il est bien significatif : le lundi 4 décembre, c'est le président du patronat français, Jean Gandois, qui a demandé à Juppé de changer de position, et au lieu de ne bouger sur rien, ce qu'il faisait jusque-là depuis le début du mouvement, il lui a clairement demandé de revenir sur les règles de retraites des fonctionnaires.

Oui, alors que la grève ne les concernait apparemment pas directement, c'est tout de même les patrons et le monde de l'argent qui décidaient vraiment.

C'est eux qui refusaient jusqu'au 5 d'envisager un recul sur quoi que ce soit, et c'est eux qui ont autorisé le gouvernement à reculer, seulement sur les régimes spéciaux de retraites. Et c'est ce qui c'est finalement passé. On voit bien qui dirige et qui est le pantin.

11. SNCF, EDF, Poste : le service public est lui aussi au service du capital

La SNCF n'est pas dirigée par des patrons, par des capitalistes, pas plus que la Poste, ou les hôpitaux. Et pourtant, nos capitalistes ont depuis belle lurette trouvé des moyens innombrables de profiter de l'activité de ces secteurs aussi.

Avant la grève, la direction et le gouvernement rendaient responsables les cheminots du déficit de l'entreprise. Ce déficit, il existe, et il est impressionnant. Mais

tout comme le déficit de la Sécurité sociale, il a été creusé parce qu'il profitait à certains. Et c'est ensuite à nous qu'on demande des comptes.

La dette de la SNCF est de 175 milliards à ce jour. Cette somme, c'est exactement ce que la SNCF a investi, ces onze dernières années (179 milliards) quasi-exclusivement pour monter le nouveau réseau de TGV.

Cet argent, la SNCF a dû l'emprunter à des banquiers. Le Crédit Lyonnais, la Société Générale, et des dizaines d'autres banques ont avancé l'argent, parce qu'il en fallait beaucoup pour construire toutes les lignes nouvelles de TGV. Ce prêt est si énorme que la SNCF, en plus de cette somme, doit rembourser, rien qu'en intérêts, 14 milliards de francs par an à ces banques.

Tout le monde aura compris que ce qui est une mauvaise affaire pour la SNCF en est une excellente pour les banquiers. D'autres encore ne font que de gros bénéfices dans cette histoire : Bouygues, et les autres gros des Travaux publics, Alstom, le gros industriel qui dans le temps fabriquait à la chaîne les centrales nucléaires, sort les rames de TGV en série.

Et tous ces gens-là, industriels, banquiers, s'arrangent pour monter leurs prix toujours plus. Ainsi les rames du TGV sont chaque fois améliorées, sophistiquées, bourrées d'électronique, et leur prix grimpe bien plus vite que la vitesse des trains. Et les banquiers n'y vont pas de main morte quand ils fixent les taux d'intérêt des emprunts.

Tout cela suppose que les dirigeants de la SNCF jouent le jeu, qu'ils acceptent ces conditions, qu'ils soient complices de cette belle affaire pour gros capitalistes. Et c'est effectivement le cas, du moins aux plus hautes instances, qui sont nommées par l'Etat.

Eh bien, ici aussi, il y aurait une autre logique pour régler les problèmes : il suffirait de dire aux banques qu'on ne rendra plus les intérêts, qu'elles en ont assez profité depuis des décennies. Elles n'y perdraient pas, et cela effacerait la fameuse dette. Mais seuls les travailleurs pourraient poser le problème en ces termes. Cela ne viendrait jamais à l'idée d'aucun gouvernement d'oser une chose pareille.

Mais tant qu'on ne s'opposera pas, par la force, à leur logique, on continuera d'avoir la situation aberrante où, en moyenne, un cheminot sur quatre travaille aujourd'hui pour les banques.

12. C'est dans tous les domaines que la société est devenue malade

Il y avait 400 000 RMIstes en 1989, quand on a créé le RMI ; il y en a quatre ou cinq fois plus aujourd'hui !

Et il n'y a pas que le RMI. Selon une étude du Crédoc, il y a treize millions de

personnes en France qui ne vivent plus que grâce à un minimum social. Le RMI est à 2325 F, l'allocation spécifique de solidarité est de 2380 F. Près de la moitié des chômeurs touchent moins de 3000 F.

Toujours selon ce rapport 20% de ceux qui travaillent n'ont plus qu'une situation soit en intérim, soit en contrats à durée déterminée, en stages, en temps partiel, ou en "petits boulots".

Il n'y a pas que l'emploi et les salaires qui se sont détériorés. Les conditions de travail elles-mêmes vont plus mal. Selon les derniers chiffres du Ministère du Travail, depuis dix ans, en moyenne, on reste debout plus longtemps, on respire plus de poussières, on porte plus de charges lourdes, et on est plus nombreux à travailler dans la saleté. Nous étions 21% à être soumis à des tâches répétitives durant 8 heures par jour vers 1978, nous sommes maintenant près de 30%.

Voilà la part du progrès qui revient aux travailleurs ! Et nous ne parlons pas des conditions morales qui sont faites dans les usines. Combien de patrons méprisent nos droits, exigent changements d'horaires et heures supplémentaires, nous grugent ensuite sur ce qu'ils doivent, nous interdisent de parler, ne serait-ce que par les cadences infernales...

Et puis il faut dire deux mots du chômage. Le chômage, tout le monde en parle, et le gouvernement a trouvé le truc : en parler. La réalité est que le chômage est lui aussi une bonne affaire, exactement comme le trou de la Sécu ou le déficit du chemin de fer.

Tous les patrons le savent : s'ils embauchent, des C. E. S. ou d'autres types de stagiaires, brefs des emplois précaires, ils gagnent doublement : ils touchent les primes du gouvernement, qui viennent de notre poche, et ils peuvent quand même licencier, puisque rien ne l'interdit.

Résultat, ils auront remplacé un emploi ancien donc un peu plus cher par un autre moins cher, sur lequel ils peuvent faire plus de pressions. Il n'y a pas un emploi en plus au bilan, mais le patron y est bien gagnant.,

Et puis, la société a vu monter la violence, les solutions individuelles ont été mises de plus en plus à l'honneur. Mais comme elles ne peuvent exister par définition que pour une minorité, cela a développé les rancoeurs, les jalousies, les exclus de toutes sortes. Dans combien d'ateliers, les travailleurs eux-mêmes finissent-ils par se croire concurrents ?

Il a fallu Décembre 95 pour qu'on redécouvre que tout cela n'était que le résultat du patient travail des patrons, qui multiplient en permanence les raisons de nous diviser, nous y obligeant presque, à coups de faveurs dérisoires pour quelques uns, de menaces pour la plupart. Et soudain, des millions de travailleurs, grâce à la lutte commune, ont retrouvé que nous étions bien tous du même côté du manche.

Se parler, se sourire, des choses aussi simples, ont commencé à se produire pour des milliers d'entre nous grâce à ce mois de lutte. Il faut vraiment que la société soit bien malade pour que ce soit son blocage, par la grève, qui fasse renaître les relations humaines les plus normales.

13. Le racisme, un poison qu'il faut arracher du monde du travail

L'aggravation des conditions de vie du monde du travail a commencé, depuis une dizaine d'années, à créer un problème au niveau des idées cette fois, et c'est au moins aussi grave. Au sein même du monde ouvrier, avec l'absence d'espoir, s'est développé un courant de démoralisation dont les pires adversaires que nous pouvons avoir, ont commencé à profiter : c'est le courant représenté par Le Pen.

Les idées racistes ont pris sur un certain nombre de travailleurs. Certains se sont mis à croire que, comme le dit et le répète Le Pen, s'en prendre aux immigrés est une solution. Cela a l'air une solution facile, parce que les immigrés, tout le monde le sait, sont dans une situation fragile.

Mais c'est ne rien comprendre à la logique des patrons, car encore une fois, c'est eux qui dirigent ce monde. Si les patrons, ont, à certaines époques, fait venir des immigrés, c'est pour en tirer profit, car ils savaient pouvoir les exploiter plus qu'un travailleur français. Si les immigrés partaient du jour au lendemain, les patrons ne feraient que reporter leur hargne à exploiter l'ouvrier sur les Français.

Et cette hargne, elle passe par un accroissement continu du chômage. Laisser les immigrés partir, c'est au contraire de ce que nous dit Le Pen laisser s'affaiblir un peu plus notre camp, le camp des travailleurs. Alors qu'on a vu pendant ce mois de décembre que ce qui comptait, c'est bien notre nombre, le nombre des grévistes et le nombre des manifestants, le nombre de ceux qui luttent.

Il n'y a pratiquement pas eu d'immigrés dans la grève, parce que l'Etat n'emploie que des travailleurs de nationalité française. Les travailleurs immigrés n'y sont qu'en temps qu'auxiliaires, que précaires. Mais dans le privé, les immigrés sont une part importante de notre force. Cela s'est vérifié dans de nombreuses grèves : ils savent être durs au combat contre le patron, ils savent être solidaires et unis avec l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays.

Les immigrés ne sont responsables de rien. C'est non seulement une lâcheté que de s'en prendre à eux, mais c'est une grossière erreur. Le Pen, comme les autres politiciens, n'est qu'un pantin de plus qui veut se mettre au service des patrons. Sur la Sécurité sociale, son programme, il est pire que le plan Juppé : il est pour une protection "minimum" pour tous les Français, et il propose comme solution une "assurance individuelle". Autant dire que seuls les plus riches pourront être protégés et remboursés.

Non seulement le chômage ne vient pas de l'immigration, mais il pourrait

même être combattu par l'immigration. C'est en tous cas ce qui se produit actuellement en Israël : l'arrivée de 600 000 personnes ces trois dernières années a fait diviser le chômage par deux (6% au lieu de 11%). Pourquoi ? Parce que ces immigrants sont autant de gens qui ont des besoins à satisfaire, et que cela a relancé l'économie.

Cela nous semble étonnant ? C'est pourtant ce qui se passait ici en France dans les années 60 et 70, où l'immigration existant officiellement a contribué à faire tourner l'économie.

Le responsable des problèmes, c'est le fonctionnement capitaliste. Et tant que c'est dans ce système que nous vivons, il n'y a qu'en luttant ensemble, pas en nous déchirant, que l'on peut préserver nos conditions.

14. La force collective, seul moyen efficace dont nous disposons

Depuis des années, on nous propose deux moyens de changer les choses. Les uns, au moment des élections, nous disent : "Votez pour nous, et vous verrez que cela changera". Et des élections, dans ce pays, il y en a souvent. Mais que l'on entende de manière surprenante un Chirac se dire le défenseur des pauvres, ou qu'on ait cru, une génération plus tôt, à un Mitterrand vraiment socialiste, le résultat est le même : la déception, ou pire la résignation.

D'autres, comme l'Abbé Pierre, ou le médecin Kouchner, proposent la voie de l'action individuelle, des causes humanitaires. Et c'est ainsi que beaucoup s'investissent, discrètement, patiemment, avec dévouement et abnégation. Ils y donnent leur énergie et le meilleur d'eux-mêmes.

Mais le bilan est que les oeuvres charitables ont beau se multiplier, elles restent une goutte d'eau dans un océan de misère. Et l'océan, de loin, est en train de l'emporter. Si ni les élections, ni le dévouement individuel ou dans une association ne peut changer le cours des choses, quelle solution avons-nous ?

La réponse, nous venons de la vivre. En décembre 95, c'est la première fois depuis bien longtemps qu'un coup d'arrêt est apporté à une série de reculs. Le gouvernement n'a pas reculé sur tout, et n'a pas reculé tout de suite. Mais il a reculé devant la force.

C'est le soir du 5 décembre, où il y a eu une première vague de manifestations imposantes, et après 12 jours de grève pour les cheminots, que Juppé a annoncé à la télé qu'il laisserait tomber son projet de refonte des impôts, prévu pour le début de l'année.

Un de ses ministres avait dévoilé quelques semaines plus tôt leur intention de supprimer l'abattement de 20% dans le calcul des impôts. Cet abattement de 20%, il avait été inventé justement parce que les salariés, eux, ne peuvent pas tricher sur leur

déclaration d'impôts. Alors que les artisans, les commerçants, peuvent déclarer facilement moins que la réalité.

Supprimer cet abattement, cela revenait à faire payer un supplément aux salariés, et cela rendait aussi imposable un grand nombre qui ne le sont pas actuellement. Le gouvernement a commencé à abandonner ce projet, bien que ce ne soit pas revendiqué ouvertement, parce qu'il espérait encore que les choses pourraient se calmer sans qu'il cède ; il voulait juste retirer de sa route les prochaines raisons que le feu reprenne.

Mais les grévistes, les manifestants, et le soutien de l'ensemble des travailleurs à leur lutte, l'ont obligé à reculer pour de bon sur une partie de ce qu'ils demandaient aussi. Le dimanche 10 décembre au soir, Juppé annonçait à la télé qu'il ne toucherait plus à la retraite des conducteurs de train et de métro. A la SNCF, les conducteurs ne sont que un dixième de l'ensemble des personnels. C'était le résultat d'une nouvelle journée importante, le 7 décembre, où le nombre de manifestants et de grévistes avait surpassé ceux du 5. Et c'était surtout le résultat de la décision évidente des grévistes de continuer pour la semaine qui allait commencer.



C'est lundi 11 au soir, que Juppé se décide à reculer cette fois sur les retraites de tous les cheminots. Il aura fallu que partout, les grévistes se montrent toujours aussi déterminés, dans tous les ateliers et les dépôts. Il aura fallu surtout que la manoeuvre qui visait à séparer les conducteurs des autres cheminots échoue lamentablement.

Et c'est finalement mardi 12, encore en fin de journée, que le recul se fait sur les retraites de tous les fonctionnaires. Mais ce jour là, le mouvement a atteint des chiffres incroyables aux yeux du gouvernement : tous les records, depuis 1968 ou peut-être même 1936, ont été battus dans les manifestations de très nombreuses villes. Et le nombre de grévistes passait un nouveau cran au-dessus de la précédente grande journée du 7. Et là encore, la manoeuvre visant à séparer les cheminots des autres grévistes avait fait long feu.

Ce jour-là 4 millions de travailleurs ont gagné le maintien de leurs retraites. Mieux encore, des millions de travailleurs du public et du privé ont gagné de voir qu'il est possible de résister, et pourquoi pas de contre-attaquer. Les travailleurs du privé n'ont pas gagné le retour aux 37,5 ans de cotisations, et c'est une injustice criante. Mais Décembre 95 indique la bonne voie pour y parvenir : celle de la lutte "tous ensemble".

15. Notre force est dans notre union

C'est l'unité qui a compté, et c'est quand cette unité n'a pas pu s'étendre plus loin que le mouvement a connu ses limites. Si le gouvernement n'a pas reculé sur son plan concernant la Sécurité sociale, qui lui touchait tout le monde, c'est que cette fois, les grévistes, et même les manifestants, ne se recrutaient que parmi une partie seulement du monde du travail. Le privé n'était pas présent, ou pas assez.

Mais l'important est que nous avons forcé le gouvernement à reculer. L'important est que nous avons su trouver les moyens de nous constituer une force. Et ce moyen, c'est l'action collective : la grève, ou la manifestation, ou les deux à la fois. Et entre les grèves et les manifestations, tout ce qui a aidé à les préparer : les discussions entre travailleurs, les gestes de soutien, l'envie d'entraîner les autres avec soi.

Il y a beaucoup à réfléchir et à trouver dans cette voie. Car si elle nous paraît aujourd'hui évidente, il faut bien voir que ce n'est pas si simple. Pendant des années et des années, les organisations syndicales n'ont proposé aux travailleurs que des luttes éparpillées, entreprise par entreprise, secteur par secteur, les uns après les autres, et pire, chacun sur ses problèmes.

Et de telles luttes, il y en a eues. Et les travailleurs qui les ont menées y ont laissé autant d'énergie, de sacrifices, que ceux qui ont fait Décembre 95. Sauf qu'ils n'ont pas eu le sentiment d'être sur la bonne voie. Sauf qu'ils ont non seulement perdu sur ce qu'ils revendiquaient, mais qu'ils y ont trop souvent perdu l'espoir même que

procure le fait d'être capable de construire un nouveau rapport de forces quand on lutte avec d'autres camarades.

Lorsque les patrons ont le sentiment que le feu de la révolte est d'avance circonscrit, qu'il s'arrêtera d'avance, à la fin de telle journée, ou à tel secteur de leur entreprise, ou qu'il ne concerne qu'un aspect des revendications, et qu'il a peu de chances même d'être compris par d'autres travailleurs, alors il se rassure. Alors, il a juste à prendre quelques mesures techniques pour laisser passer cette mauvaise période.

Alors les travailleurs qui entrent en lutte auront toujours raison lorsqu'ils décideront de s'y mettre, de ne plus tout accepter. Mais il faut alors qu'ils se donnent les moyens de regarder en direction de leurs frères, des travailleurs du même secteur, du même patron, des entreprises d'un autre patron de la même branche, ou même d'entreprises d'autres branches mais proches de leur lieu de travail. Il n'y a pas de limites à se donner ; il y a à chercher à commencer par où c'est le plus facile.

Trop de luttes sont restées seules, uniquement connues des directions syndicales. Et les travailleurs y ont beaucoup perdu. Il est vital de conserver ce que Décembre 95 a fait de plus beau : la renaissance des liens entre travailleurs de tous les secteurs. Et c'est ainsi qu'on a pu vérifier que nous avons tous les mêmes problèmes, qu'on avait tous les mêmes intérêts.

On a pu vérifier que même là où les patrons et les gouvernements avaient cultivé pendant des années les différences pour favoriser un peu certains, et en quelque sorte se les attacher, leurs beaux calculs peuvent s'écrouler.

C'est vrai que sur le plan des salaires, les conducteurs de trains et de métros sont au-dessus des autres. C'est vrai que sur la garantie de l'emploi, le secteur public est au-dessus du privé. Mais les uns et les autres ont montré qu'ils savaient ne pas arrêter leur lutte de manière strictement égoïste.

Tous ont été parfaitement conscients pendant ce mois qu'il était plus facile d'entrer en lutte dans le public que dans le privé. Et des milliers et des milliers de travailleurs du privé ont pu vérifier que pour leurs camarades du public, 10, 15 ou 20 jours de grève, ce n'est pas facile non plus. Et si les cheminots sont souvent admirés maintenant, c'est qu'ils ont montré qu'ils luttèrent vraiment pour tous et, une fois obtenue la garantie que leur retraite ne serait pas changée, ils ont continué le combat.

Ils ont continué pour tous et au nom de tous, simplement parce que ç'aurait été justice de faire reculer le gouvernement pour tout le monde. Ils ont continué alors qu'ils savaient que la partie serait plus dure que sur leur revendication spécifique, et qu'il leur faudrait donc être rejoints par d'autres pour peser plus fort.

Ils ont tenu à garder le flambeau de la lutte au moins jusqu'au jour de la manifestation prévue un samedi, justement parce que c'était une chance encore de

permettre peut-être aux camarades du privé d'ouvrir un nouveau front.

Et si cela ne s'est pas produit cette fois, c'est une bonne chose que les travailleurs aient su ainsi élaborer une stratégie, apprendre à construire leur propre force, à la mesurer, à l'utiliser, à chercher à en faire profiter les autres.

Il ne devrait pas y avoir une seule lutte, une seule grève qui reste isolée, ou ignorée, qui reste sans aucune chance d'être comprise et soutenue. Cette préoccupation est aussi importante pour l'avenir que l'existence de la lutte elle-même.

16. Les cheminots ont tiré bien des leçons de leur grève de 1986/87

Les cheminots avaient fait grève en décembre 86-janvier 87, aussi longtemps qu'en novembre-décembre 95. Cette grève n'avait pas été lancée par les syndicats, mais par les cheminots eux-mêmes, à la base, et ils y ont appris beaucoup.

Cette grève de 1986/87 a laissé de mauvais souvenirs aux cheminots, car ils n'ont rien gagné, et ils sont restés seuls. Eh bien, d'une certaine manière Décembre 95 paye un peu de ce que 86 n'a pas payé.

Les cheminots ont mis de côté l'animosité qu'il y avait en 86 entre conducteurs et sédentaires. Mieux encore, ils sont acceptés de s'adresser aux autres travailleurs, en dehors du chemin de fer, ce qui était loin de leur état d'esprit à l'époque.

Si en Décembre 95, la grève a été voulue et lancée par la CGT, en 1986 c'est presque "contre" les pratiques syndicales de toute une époque que les cheminots s'étaient lancés dans la grève.

De mai 1981 à août 84, c'est un membre du Parti communiste, Georges Fiterman, qui est leur ministre des Transports, et les syndicats, CGT, FO, CFDT, se transforment tous en défenseurs de la direction et de l'entreprise. Les rares grèves sont injuriées par le journal l'Humanité. Après quoi, une fois le PCF ayant quitté le gouvernement, le temps de la critique est revenu, mais cette fois pour mieux mettre en avant les intérêts de boutiques syndicales.

C'est parce qu'ils ont vérifié que de nombreuses "journées d'action", isolées, émiettées, voire parfois en concurrence entre syndicats, sont contraires à leurs intérêts, que des cheminots, sur plusieurs secteurs, ont entrepris de préparer, à la base, une grève illimitée jusqu'à satisfaction.

Par des discussions, des réunions, puis des tracts, ce qui au départ ne concernait qu'une poignée de cheminots a fini par s'étendre, parce que cela correspondait à un véritable besoin. Ce sont ces cheminots qui ont, non seulement lancé la grève, mais construit un début de direction. Car dans la lutte, il faut une direction.

La Coordination des agents de conduite a ainsi représenté environ 5000

conducteurs. Mieux encore, puisqu'elle se donnait comme objectif d'organiser l'ensemble des personnels, la Coordination inter-catégories a représenté jusqu'à 12 000 grévistes, roulants et sédentaires. Cela signifie que dans leurs secteurs, en Assemblée générale, ces cheminots élistaient leurs représentants à cette direction commune du mouvement, pour y représenter et y défendre la position décidée à la base et dans la lutte.

Cette organisation s'est heurtée à l'hostilité des syndicats, et ne s'est pas étendue suffisamment. Mais elle a permis d'interdire à la télé et au gouvernement de faire reprendre le travail sur la base de fausses nouvelles concernant la reprise du trafic. Et elle a obligé les syndicats qui en avaient oublié l'usage de respecter l'avis des Assemblées générales, en commençant par l'existence d'un vote quotidien.

17. La grève, un bon apprentissage auquel il convient de participer pleinement

En ce mois de Décembre 95, les Assemblées générales sont réapparues, plus nombreuses même que ce qu'elles avaient été en 86, et plus vivantes, s'ouvrant un peu aussi à d'autres que les cheminots. Et des millions de travailleurs ont vu aussi cette pratique à la télévision, et sauront, il faut l'espérer, s'en souvenir.

Cette fois, c'est la CGT elle-même qui a mis en place cette pratique des Assemblées générales quotidiennes, et c'est un hommage qu'elle rend à leur efficacité. Car c'est vrai que le meilleur moyen que la grève soit forte, ce n'est pas de laisser les travailleurs sans perspective dans leur mouvement, mais au contraire de leur remettre la responsabilité et la totalité des tâches.

Il y a bien entendu la multitude des activités évidentes dans la lutte : les piquets de grève pour discuter et convaincre les camarades, les délégations auprès des autres entreprises, auprès de la population, pour s'expliquer et se montrer, et aussi la mise en place de caisse de secours, l'organisation des repas, etc.

Mais il n'y a pas que des bras et des jambes. Ce qui compte autant pour nos adversaires que sont les patrons et le gouvernement, c'est de voir aussi si les têtes sont présentes. Moins nous participons aux décisions, du choix des revendications à la reconduction de la lutte au jour le jour, plus le mouvement présentera de points faibles.

Si Juppé a reculé sur les retraites le 11 après le 10, et le 12 après le 11, c'est qu'il savait que chacune de ses décisions avait été suivie et appréciée de la quasi-totalité des grévistes. Que personne ne marchait dans sa manoeuvre destinée à diviser le mouvement. Qu'il ne pouvait pas espérer par exemple qu'il y ait eu 80%, ni même 50% des grévistes restés chez eux à faire la grève devant la télé. Il savait que les grévistes se forgeaient ensemble un avis dur comme du fer, et c'est ce qui lui rendait impossible d'entrer un coin entre eux.

C'est tout au long de leur journée commune que les grévistes ont soudé leur unité. L'Assemblée générale, c'est le moment solennel où les décisions se prennent,

mais sans la présence permanente de chacun, la décision perdrait de son sens et de sa force. On reste ensemble pendant la grève. C'est ainsi qu'il y a énormément à apprendre, tout simplement parce qu'il y a plus de têtes qui fonctionnent ensemble.



*En assemblée générale,
on réfléchit, on discute, on décide ensemble*

Ne serait-ce qu'en lisant la presse quotidienne, il y a une somme de choses à apprendre : à ce que sont nos amis et nos faux amis, aux divisions qu'il y a dans le camp adverse, à ce que valent les médias eux-mêmes... à condition qu'on ait des alliés, des camarades, avec qui échanger ses doutes et ses questions, avec qui se forger des assurances sur nos premiers résultats.

Pour la plupart des travailleurs, la société n'a guère laissé de chance, même pas à l'école. Et rares ont bénéficié de vrais apprentissages, des moyens de comprendre dans quel monde nous sommes, quelle est son histoire, et comment il pourrait évoluer.

La grève, comme l'action militante en général, est pour la plupart d'entre nous le seul moyen d'apprendre des choses essentielles pour ne plus être écrasés.

18. Une lutte d'ensemble construite et réussie par la CGT

Si Décembre 1995 a existé, c'est qu'un grand syndicat, la CGT, l'a voulu, l'a lancé, l'a construit. Car ce sont des milliers de militants de la CGT qui se sont donnés pour réussir ce qui a été fait là. Et c'est bien sûr ensuite parce que les travailleurs ont saisi l'occasion et ont répondu présents.

FO a joué un rôle très secondaire. Si les appels de son dirigeant Blondel ont été largement soulignés par les médias, sur le terrain, FO était loin du compte, d'abord parce que ce syndicat est bien moins présent, en nombre de militants. Or, dans la lutte, ce qui compte, ce n'est plus le nombre de voix aux élections, et donc de délégués, mais bien le nombre de membres dévoués, actifs et compétents.

Les militants de FO, ceux de la CFDT qui sont restés fidèles à l'intérêt des travailleurs, et bien des travailleurs qui se sont révélés militants le temps du mouvement, l'ont d'autant plus vite rejoint qu'ils ont été aidés par une attitude ouverte, opposée à d'anciennes pratiques sectaires, de la CGT.

Bon nombre de camarades de la CGT savent que, seuls depuis des années, les militants révolutionnaires disent et répètent que seul un mouvement d'ensemble peut être efficace contre un patronat en crise. Seuls depuis des années, ils disent qu'un mouvement d'ensemble cela peut se préparer, ne serait-ce qu'en en défendant régulièrement l'idée. Et seuls depuis des années, ils proposent aux travailleurs en grève de s'adresser, au moins pour faire connaître leur combat, aux autres alentour.

Ce n'est pas par esprit de surenchère que nous disons cela mais par une analyse précise du monde capitaliste arrivé au stade où tous les secteurs de l'économie sont dominés par des monopoles. Alors qu'au siècle dernier, les syndicats pouvaient encore jouer de la concurrence entre patrons, donc gagner dans des luttes sectorielles et isolées, on peut constater aujourd'hui que c'est devenu chose quasi-impossible.

Nous avons en face de nous un patronat bien plus concentré, où quelques poignées de dirigeants capitalistes exercent une dictature de fait sur toute l'économie. C'est tout le patronat que nous avons en face de nous à la moindre lutte un peu sérieuse. Voilà pourquoi, depuis 60 ans, les seules luttes qui ont permis de gagner ont été les luttes d'ensemble, Juin 36, Mai 68.

Décembre 95 s'est produit un peu comme si, soudain, la CGT avait repris toutes ces idées. En tous cas, elles ont permis au moins un premier succès. Les militants révolutionnaires que nous sommes s'en félicitent sincèrement, car ce succès, il ne peut que profiter à notre classe, au monde du travail. Un bon point est marqué du simple fait qu'une action est positive, qu'un recul a été imposé au gouvernement.

Combien avions-nous vu dans le passé de militants de toutes tendances finir par en vouloir aux travailleurs eux-mêmes de l'échec des luttes ?

Ce que vient de rappeler Décembre 95 à tous les militants, c'est qu'il n'y a jamais à en vouloir aux travailleurs. C'est qu'il faut et comprendre la situation d'écrasement qui peut être la leur depuis des années, et savoir que cet écrasement finira par faire jaillir un jour la révolte contre ce monde inhumain. Et avec cette révolte, on l'a vu, la générosité, l'enthousiasme, la solidarité, la fraternité, viennent à profusion.

Enfin, si le mouvement ne s'est pas étendu au privé, ce n'est pas faute de l'avoir voulu, et de l'avoir tenté. Cette fois, il aura fallu déjà une dizaine de jours pour que les autres travailleurs réalisent que ce n'était pas seulement d'une grève de cheminots qu'il s'agissait.

Cette limite atteinte par le mouvement lui-même est seulement une preuve de plus que la lutte d'ensemble doit se préparer de longue date, que l'idée que nous puissions nous retrouver ensemble devienne familière à force d'avoir été répétée, et que tous les gestes possibles de solidarité renaissent dès qu'une entreprise entre en lutte.

19. Les syndicats d'abord préoccupés de leurs intérêts.

Du fait même de l'importance du rôle qu'elle a joué dans le mouvement, c'est aussi vers la CGT que vont les problèmes importants qui se sont posés. Et d'abord celui de la fin de la grève.

Alors que la manifestation du samedi 16 avait été programmée depuis le 13 pour donner une seconde chance au mouvement en ouvrant grande la porte au privé, alors qu'à la SNCF, malgré les efforts conjugués de la direction, de la CFDT et de la FGAAC, le mouvement de reprises restait insignifiant, la CGT décidait de ne pas renouveler son appel à la grève, le 14 au soir.

Si on examine de près le nombre total de grévistes de l'ensemble des secteurs concernés, SNCF mais aussi RATP, Poste, France Telecom, EDF, fonction publique, éducation, et hôpitaux, on s'aperçoit qu'au lendemain de la grande journée du 12, il n'y a plus que 365 000 grévistes environ, soit à peu près deux fois moins que la veille de cette journée, puisque le 11 qui n'est pas un "temps fort", il y a tout de même plus de 730 000 grévistes.

Le mouvement est-il alors en train de retomber ? A-t-il atteint le plein de ses capacités ? Peut-être. Mais alors il aurait été bon que les grévistes cheminots et les autres décident en ayant connaissance de ces chiffres, en pleine conscience. Les cheminots et les autres auraient pu tout aussi bien décider d'accentuer leurs efforts vers les autres entreprises. Et qui peut dire s'ils n'auraient pas pu trouver des arguments convaincants.

Tous ces choix, les cheminots ne les ont pas eus. La direction de la CGT a tranché seule et pour tout le monde.

Et puis une question grave se pose. L'action menée par la CGT s'est révélée bien construite. Elle a su appeler les secteurs les uns après les autres, en partant des plus actifs puis en s'étendant à ceux capables de les rejoindre -les cheminots le 24 novembre, la RATP le 25, la Poste le 29, EDF le 30, France Telecom et les hôpitaux le 4 décembre- et cela a permis de grossir la masse des combattants.

Elle a su aussi programmer un calendrier de ses "journées d'action" qui a amélioré le rendement en faisant de chaque journée réussie de grève et de manifestations le tremplin de la suivante, presque immédiatement annoncée, et permettant donc aux travailleurs de la préparer, d'avoir une perspective, de construire leur mouvement.

Tout cela a bien heureusement tranché avec les calendriers habituels, où les catégories sont appelées les unes dans l'ignorance des autres, ce qui fait que chaque travailleur vit la grève des autres comme une gêne en tant qu'utilisateur et qu'il en ignore même les motifs. Là, la propagande du gouvernement cherchant à monter les usagers contre les grévistes s'y est cassée les dents parce que tout le monde savait pour quoi l'on se battait.

Alors, il faut bien poser cette grave question. Pourquoi a-t-il fallu finalement attendre 15 ans, 20 ans, pour voir enfin cette façon de faire ? Oui, aussi incroyable que cela paraisse, on ne peut retrouver dans l'histoire de ce pays un autre exemple d'une telle action. Et voilà que la première du genre, sans préparation, sans répétition, réussit dans une bonne mesure. Ce qui après tout a bien marché là, aurait-il été plus difficile à mener plus tôt, alors que les travailleurs du privé étaient moins démoralisés, moins écrasés, alors aussi que la CGT elle-même disposait de plus de forces ?

Qu'on ne nous dise pas que ce n'est que récemment que la direction de la CGT a su découvrir la bonne pratique ! La grève qu'on vient de voir ressemble à de nombreuses grèves menées dans l'histoire, mais il faut remonter, il est vrai, aux débuts de ce siècle, à une époque où des fractions importantes de travailleurs et des syndicats se disaient fièrement révolutionnaires,

Nous pensons que la CGT (et FO) se sont décidés aujourd'hui à cette action parce qu'il commençait à en aller de leur existence même. Non pas qu'elles soient mises en cause. Au contraire, on entend régulièrement le grand patronat se plaindre de la faiblesse des organisations syndicales en France.

Mais les coups répétés, et hélas réussis du patronat et du gouvernement depuis bientôt 20 ans ont fini par entraîner une grave désaffection des syndicats, ou ont eu des répercussions sur le nombre de militants. Il y a quelque chose comme 18 ou 19 000 demandes patronales de licenciement de délégués ou de salariés protégés par an.

La CGT se retrouve aujourd'hui avec 640 000 syndiqués, un chiffre du même ordre qu'au début du siècle. Quant à FO, bien plus intégrée à l'Etat, elle tient une

bonne part de son importance à la part que lui ont accordé patrons et gouvernements à travers la gestion de certaines caisses de la Sécurité sociale, d'abord celle de l'assurance-maladie, à une époque où ils voulaient combattre l'influence de la CGT.

20. Les directions syndicales en avant pour éteindre l'incendie social

A la SNCF, l'un des principaux syndicats chez les conducteurs de train, la FGAAC (Fédération Générale Autonome des Agents de Conduite) appelait à la reprise du travail dès le 12 décembre, dès que le gouvernement a satisfait aux revendications qui ne concernent que les cheminots.

Les cheminots, ont largement montré qu'ils avaient une idée, large, généreuse, de leur lutte. D'abord, ils ont bien vu que ce qu'ils ont acquis les premiers, ils le devaient autant à leurs camarades des autres secteurs qui les ont suivis et rejoints : la Poste, France Telecom, EDF... Et ils n'imaginent pas de reprendre le travail indépendamment d'eux. Et bon nombre d'entre eux se battent aussi pour ceux qui ne sont pas dans la grève, ceux du privé, car le plan Juppé les concerne complètement.

Des cheminots ont rendu leur carte syndicale ou même leurs responsabilités à ce syndicat. Et finalement, malgré quelques dépôts qui ont repris le travail du fait de la FGAAC le 13, l'immense majorité du mouvement a tenu bon.

Moins franche, mais sans doute plus déterminante, il y a eu ensuite, dans la soirée du jeudi 14 décembre, la position de la CGT cheminots. Elle propose aux Assemblées générales des grévistes "de modifier la forme actuelle du mouvement". Les cheminots ne reprendront cependant pas le travail avant le lundi 18 décembre.

Les autres directions syndicales ne s'en sortent pas mieux. FO n'a pas, c'est vrai appelé à la reprise, mais on l'a vue manoeuvrer au début du mouvement en faisant passer ses intérêts de boutique avant la lutte, en n'appelant pas le 24 novembre, pour ne pas favoriser la CGT. Quant à la CFDT, si la branche cheminots est restée du côté de la grève, la direction, en la personne de Notat, a clairement dit depuis le début qu'elle était favorable... au plan Juppé.

Les syndicats sont quelque chose de compliqué. Autant, à la base, dans l'entreprise, ils sont quelque chose d'indispensable et qui manque sinon cruellement face au patron, autant les militants qui s'y trouvent peuvent être sincères, dévoués, au service de l'intérêt du monde du travail, autant dès qu'on y grimpe un peu, et à fortiori aux sommets, ce sont tous des appareils sur lesquels les travailleurs ne peuvent pas compter.

Des camarades de la CGT ont reçu la nouvelle de leur direction comme une gifle. Certains ne l'ont tout simplement pas transmise dans leur Assemblée générale. Mais la nouvelle est tout de même arrivée, par la télé, par la radio, et sans les nuances : "la CGT arrête la grève".

En décembre 95, comme en Mai 68, comme en Juin 36, ce sont les directions des organisations syndicales qui ont appelé les travailleurs à la reprise du travail. Ce sont elles qui ont décidé quand le mouvement devait s'arrêter. Tout se passe comme si elles considèrent devoir montrer au pouvoir, aux possédants, qu'elles savent aussi se montrer responsables, qu'elles se chargent donc de terminer les grèves.

21. Le problème de la direction des luttes reste entier

L'organisation d'une lutte d'ensemble telle que l'a menée à bien la CGT toute entière en décembre 95, sa direction voudra-t-elle le refaire ?

Ne recommencera-t-elle pas à planifier des journées d'action disparates, décousues, sans lien les unes avec les autres, n'ayant aucune chance de confluer vers un mouvement qui ait une chance d'inquiéter gravement les patrons, et de donner confiance en ceux qui le mènent ?

Et si un mouvement d'ensemble se crée à nouveau, est-ce juste de laisser la CGT ou d'autres risquer de vouloir l'arrêter en fonction de leurs seuls calculs? La seule garantie que peut avoir un mouvement futur, et il sera indispensable, c'est que se mette en place une direction élue et contrôlée par la base, par les grévistes.

Evidemment, quiconque, et bien évidemment tout camarade de la CGT, aura montré son dévouement et son respect de la volonté des grévistes, aura toute sa place, et devra la prendre dans ce qui pourra être le moyen d'organiser l'unité de tous les grévistes, par delà les tendances syndicales ou le fait qu'ils ne soient pas syndiqués.

Dans chaque secteur, l'Assemblée générale devra élire sa direction locale, son Comité de grève, révocable et extensible chaque jour, le bras qui applique les décisions des grévistes. Ce bras, c'est la CGT, elle encore qui en a joué le rôle en 95. Il n'y aura pas grand chose à changer à la manière dont, souvent, les choses se sont faites : de la manière la plus large possible, ouvertement, en recherchant la participation réelle du plus grand nombre.

Mais il y aura besoin aussi de mettre en place, dès que possible, c'est-à-dire dès le début, une représentation concrète de ces comités de grève, par l'envoi de délégués mandatés à une coordination des comités de grève, un Comité central de grève. C'est le seul moyen pour que la décision de chaque syndicat reste la décision d'un syndicat, et pas celle qui s'impose à toute la grève.

Qu'un mouvement de grève soit initié par tel syndicat, par telle corporation, ou par tel secteur géographique, cela lui donne, c'est vrai, des responsabilités particulières, mais certainement pas le droit d'en décider entièrement. L'autorité de ceux qui ont initié la grève est largement suffisante. Et elle n'a aucune crainte à être amoindrie parce que l'ensemble des grévistes se construit sa direction. Ce devrait même être le contraire !



*Le droit de vote et de contrôle quotidien,
en assemblée générale*

On peut imaginer la fierté, le pas en avant, et donc la force supplémentaire, que seraient pour les travailleurs en grève le fait de se montrer capables de franchir ce pas. Il n'est qu'à voir la manière dont les cheminots restent appréciés par tous les autres travailleurs après cette grève pour comprendre que le monde ouvrier est prêt à suivre ceux qui vont de l'avant.

Jour après jour, les journaux patronaux comme Le Figaro ou La Tribune se sont rassurés en décembre 95 de ce que cette fois, la CGT agisse de telle sorte que n'apparaissent pas les "coordinations" de 86/87. En 86/87, ils ont eu peur des comités de grève, des coordinations. En 95, ils ont eu peur de l'unité. Alors, pour l'avenir, préparons-leur à la base et l'unité et les comités de grève organisés.

22. La population travailleuse a besoin de nouveaux militants

Dans les entreprises privées, le carcan patronal n'a pas bougé. Malgré un mois de grèves et de manifestations, malgré la mobilisation des militants venus de l'extérieur, et ceux qui s'y trouvent, les entreprises privées n'ont à peu près pas bougé à l'échelle du pays.

Cela ne veut pas dire que les travailleurs étaient indifférents au mouvement ? Si cela avait été le cas, le gouvernement aurait su utiliser cette faille et rien n'aurait été

obtenu. Les acquis sauvegardés l'ont été aussi grâce à la sympathie de l'ensemble des travailleurs.

Certains ont dit que les cheminots faisaient "grève par procuration". Mais on ne peut pas gagner par procuration. Il faudra que la brèche de la lutte générale gagne le secteur privé. Parce que les injustices y sont plus nombreuses, plus grandes, et depuis trop longtemps accumulées.

Mais cela regardera quand même l'ensemble des travailleurs, ceux du public aussi. Décembre 95 n'a touché qu'un seul de nos adversaires : le gouvernement. Mais ce n'est pas le plus sérieux. Ce sont les patrons qui s'accaparent les richesses et sont les premiers responsables des bas salaires, du chômage, et par là des déficits de toutes sortes, Sécu, retraites, qu'on nous fait payer ensuite. C'est eux qui profitent de tout. C'est eux qu'il faut se préparer à faire reculer.

Le président du CNPF, le syndicat des patrons, a montré une arrogance méprisante à la fin de la grève : en sortant du soi-disant sommet social avec Juppé et les syndicats, il a eu une parole de mépris, disant qu'il en sortait "un petit Noël de pauvre".

Nous n'avons pas connu en décembre 95 la répression. La police s'est faite discrète. Mais les patrons, eux, n'hésiteront pas à faire appel aux préfets, comme c'est la loi, pour demander l'entrée en action des policiers ou des CRS. Il ne faut pas oublier que même en Mai 68, il y a eu de nombreux blessés et plusieurs morts.

Tout cela ne doit pas refroidir l'envie de justice. Mais au contraire, cela doit susciter, dans le monde ouvrier, dans le secteur privé en particulier, des vocations militantes nouvelles.

Oui, il faut qu'une nouvelle génération se lève. Oh, discrètement pour l'instant. C'est seulement auprès de ses camarades de travail qu'il faut se faire connaître. Il faut apprendre à être une force avant de se montrer. Il faut perdre bien des illusions d'une soi-disant démocratie qui n'existe absolument pas dans les lieux de travail.

Et puis, il y a énormément à apprendre aussi du passé. Ce n'est pas seulement pour la période que nous vivons que les luttes ouvrières sont des leçons et des points d'espoir les uns pour les autres. L'histoire ouvrière est riche, et on ne nous l'apprend pas à l'école.

La Commune de Paris qui a vu les travailleurs inventer un nouveau mode de gouvernement, par en bas, propre et démocratique, ne mérite que quelques lignes obscures et démoralisantes dans les programmes d'histoire de collège.

La révolution ouvrière russe de 1917, a su, sans presque une effusion de sang, construire un rapport de forces où le monde ouvrier a balayé les vieilleseries du Moyen âge que les bourgeois eux-mêmes n'osaient pas affronter sur un continent immense.

La fraternité, la chaleur des rapports entre nous, que beaucoup ont ressentie si fort, et qui dure encore dans les conversations, après Décembre 95, c'est la même qui existe dans toutes ces luttes passées. Les possédants, les riches, étudient, utilisent les leçons du passé. Il nous faut nous aussi y puiser les richesses qui s'y trouvent.

A les entendre, l'étude ne vaut que pour réussir dans la vie, c'est-à-dire réussir à franchir les barrières qu'ils ont eux-mêmes élevées. Mais nous pouvons aussi étudier pour réussir notre combat commun, le seul qui est un espoir pour améliorer et libérer enfin la société humaine.

23. La société a besoin de solutions à l'échelle internationale

Novembre-Décembre 95 n'a pas été un mouvement spécialement "français". Le 13 décembre, une multitude de grèves convergent en Belgique en une journée nationale, où 50 000 personnes manifestent à Bruxelles, en réclamant une "Europe sociale". Le 21 octobre, Londres vient de connaître sa plus grosse manifestation depuis bien longtemps, pour une journée de défense du service public.

En Italie, deux fois déjà, de grandes manifestations viennent d'avoir lieu : 3 millions de personnes le 14 octobre, et 1 million rien qu'à Rome le 12 novembre, contre un projet de réforme du système de retraite. La troisième journée prévue n'aura pas lieu : le président du Conseil démissionne, avec son projet, le 22 décembre.

Aux Etats-Unis, où il n'y a justement pas de sécurité sociale, 32 000 salariés du géant de l'aviation Boeing ont été en grève plus de 2 mois, du 6 octobre au 15 décembre, dans les usines du Kansas, de Washington, et de l'Oregon), et ont contraint le patron à reculer sur son projet d'instaurer une participation des salariés au financement de l'assurance-maladie..

Si on retrouve partout les mêmes problèmes, et si on les trouve presque au même moment, c'est que les responsables du système capitaliste opèrent leurs ravages à l'échelle de la planète. Mais c'est aussi que la classe ouvrière existe et vit la même évolution dans tous les pays, même si elle ne s'en rend pas compte.

L'idée qu'il serait absolument nécessaire que les travailleurs créent une organisation qui soit la leur à l'échelle internationale a été énoncée par Karl Marx, et elle a vu sa première tentative de concrétisation en 1864. Des pas considérables ont ensuite eu lieu, dont il ne reste plus aucune trace dans les manuels scolaires, ni même dans la réalité, mais dont les militants sincères du mouvement ouvrier disposent comme d'un véritable trésor.

A notre époque où il est devenu un jeu d'enfant pour n'importe quel patron de délocaliser, de jouer sur la concurrence des pays pauvres pour pressurer les conditions de tous, la nécessité de renouer avec cette idée va devenir cruciale. Nos prédécesseurs du monde ouvrier du 19^e siècle ont su brandir la menace de la solidarité internationale

des travailleurs, de la force d'un mouvement ouvrier international, à une époque où n'existaient ni les Telecommunications, ni les TGV, ni même l'avion. L'on devrait bien trouver, aujourd'hui, les moyens de refaire revivre le programme de Marx: "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

24. Le monde ouvrier et les intellectuels

Décembre 95 n'a pas eu le temps de commencer à toucher les gros bataillons de travailleurs du secteur privé, que déjà, on a vu des intellectuels, des artistes, être attirés par ce mouvement, y trouver un espoir profond de changement.

Ce ne sont pas les vedettes du show-business qui ont été touchés. Mais dans le monde des artistes comme partout, les riches ne sont qu'une minorité, et beaucoup travaillent dans l'obscurité. Au Théâtre des Amandiers à Nanterre, on distribue un tract intitulé "Le songe d'un monde meilleur", en soutien à la grève. A Toulouse, le Théâtre du Gyptis ouvre ses portes aux cheminots pour leur offrir un moment de détente. A Marseille, des artistes inventent des chorégraphies pour animer les manifestations. Au Théâtre Gérard Philippe de St-Denis, on lit un texte d'intellectuels qui soutiennent la grève.

Ce qu'ils soulignent tous, c'est que le mouvement de Décembre 95 n'accepte plus d'obéir aux lois terribles de l'argent. Dans le journal Le Monde du 7 décembre, un intellectuel s'écrie : "Le nouveau prolétariat vous salue bien !" Michel Cahen explique son point de vue : "Il y eut la Commune de Paris, le Front populaire, Mai 68. Désormais, les conditions objectives permettent que des catégories encore plus massives de gens se mobilisent."

Avant la grève, depuis des années, on n'entendait plus que l'inverse : "la classe ouvrière n'existe plus ; la grève c'est un moyen de lutte dépassé..."

Les intellectuels ont donc besoin de voir le monde ouvrier bouger pour se remettre à croire en lui. Mais le monde ouvrier a au moins autant besoin d'intellectuels qui se mettent à son service. Et pas seulement pour le soutenir. Le monde ouvrier a besoin de l'engagement profond à ses côtés de camarades qui ont la chance d'accéder à la culture.

Ces intellectuels, s'ils veulent se dévouer réellement à la cause sociale, doivent accepter eux aussi d'en passer sérieusement par l'étude du passé, comme on le fait sérieusement dans tous les domaines des sciences. D'autant que la science de l'évolution sociale dispose par nature de plus d'expériences passées qu'actuelles. Et que c'est au fil de l'histoire que des générations d'intellectuels ont déjà accumulé un beau capital d'idées et de théories qui permettent de commencer à comprendre le fonctionnement social, et de donner l'espoir de le maîtriser un jour.

Un homme comme Marx, pourtant issu de milieu privilégié, a vu certains de ses enfants mourir littéralement de misère, en raison de l'engagement qui a été le sien. La

bourgeoisie ne fait pas de cadeau à ceux qui tentent d'élaborer un monde qui ne soit plus au service de sa soif de profit.

Et tout comme elle sait aujourd'hui acheter pour les mettre à ses services des milliers et des milliers de cerveaux, elle peut leur faire payer leur reniement en visant ce qu'elle considère comme le plus important : le portefeuille. Mais l'histoire a montré qu'il pouvait se trouver, qu'il se trouve quand c'est nécessaire, des intellectuels, de grands et de moins grands, capables de sacrifier une voie royale toute tracée.

Le monde ouvrier ne peut pas se réveiller entièrement sans la participation d'un certain nombre d'intellectuels. Mais dans un monde pollué par l'argent, ils ne vaudront que s'ils choisissent de se dévouer à la cause sociale, s'ils choisissent d'oublier ce qu'on leur a trop appris, à plaire et à paraître, et s'ils sont prêts à souffrir un petit peu au moment de prendre une condition plus simple.

25. Dans un monde en crise, les idées révolutionnaires sont les seules raisonnables

Le mot de "révolutionnaire" fait peur. Chaque fois que la télé ou les gens au pouvoir parlent de révolution, c'est pour nous faire peur : la révolution, à les entendre, ce n'est que du sang et des larmes, et les révolutionnaires ne sont que des casseurs.

Mais ce sont les idées des révolutionnaires qui ont pourtant été appliquées en ce mois de Décembre 95, et c'est très exactement ce qu'il y a d'original dans leurs idées qui a payé. Tout ce qu'ont de particulier les révolutionnaires du mouvement ouvrier, c'est qu'ils ne comptent ni sur les élections, ni sur de prétendues réformes, pour améliorer le sort de la société. Ils ne comptent que sur la force de l'action collective.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, c'est être raisonnable que de reprendre les véritables idées révolutionnaires. Et c'est être utopique que de compter sur un changement par d'autres voies que par celle de l'intervention directe des travailleurs, à partir de la base.

Le gouvernement veut nous faire croire qu'il va relancer l'économie en facilitant les salariés à retirer un peu de leur épargne. Il se moque du monde. D'abord parce que l'épargne des petits est ridiculement basse. Mais surtout parce que même si cela pouvait être le cas momentanément, comme ça l'a été sur de tous petits domaines, avec les "balladettes" par exemple dans l'automobile, ça ne peut pas être la règle générale.

les gouvernements nous répètent qu'ils vont s'attaquer au chômage, et ils ne font qu'aider les patrons, qui en décident comme ils veulent pour l'emploi. Et l'intérêt du patron, ce n'est jamais d'embaucher. Les idées des révolutionnaires sont simples et sans détour : sans une contrainte, une obligation d'embauche, qui ne peut venir que par la force organisée des travailleurs, les choses ne feront que continuer à empirer. Les patrons crieront à la dictature, mais cela va devenir une question de simple survie.

La règle générale du fonctionnement capitaliste, c'est la crise en permanence. On a beau nous dire et répéter qu'on va bientôt en sortir, voir le bout du tunnel, revenir à une situation "normale", l'histoire réelle montre que c'est la crise qui est la norme dans ce système.

Le système capitaliste n'est pas bien vieux. Mais dès ses premiers jours, il a connu crise sur crise : 1810, 1818, 1825, 1837, et ainsi de suite jusqu'à la grande crise mondiale de 1929. Quant à celle que nous connaissons aujourd'hui, elle dure déjà depuis 22 ans !

La raison en est finalement simple : l'intérêt qui guide les patrons les entraîne à serrer au maximum les salaires, en les baissant, en augmentant le chômage ; ils diminuent ainsi leurs coûts sur le dos du monde du travail, car il leur est plus difficile d'économiser sur les machines et les produits.

Mais du même coup, ils se scient leurs propres pattes. Car ces millions de gens au chômage, et ces millions de salaires en baisse, ne peuvent consommer autant qu'avant, un enfant le comprend.

Alors, au lieu de trouver des marchés plus larges pour vendre leur production, les patrons trouvent un marché toujours plus restreint, où la concurrence est de plus en plus dure entre eux. Que font-ils ? A nouveau baisse des salaires, licenciements, et ainsi de suite.

C'est un système aberrant, et finalement aussi odieux que l'ont été le servage et l'esclavage en leur temps. Il ne faut pas oublier que c'est le même système, les mêmes capitalistes qui tiennent sous leur coupe des dizaines de pays pauvres. Et qui s'en donnent à cœur joie à jouer à y créer des déficits à l'échelle du globe, pour soutirer des profits phénoménaux.

Il ne faut pas oublier que les famines, les sécheresses, les calamités qu'on nous montre régulièrement dans ces pays n'ont plus rien de "naturel", mais doivent tout à ces règles du jeu économique mondial.

Pas plus qu'est "naturelle" la pauvreté en France. L'argent, que l'on travaille dur ou pas du tout, va aux possesseurs de capitaux. Actuellement, en haut de la société, 20% des Français reçoivent 44% du revenu du pays, tandis qu'en bas, les 20% les moins bien lotis ne reçoivent que 6% du revenu.

Avec le temps, l'écart ne fait que s'accroître. Et le patrimoine, le revenu accumulé au fil des années et des générations, se retrouve pour 69% entre les mains de 20% de la population la plus riche ; à l'autre bout, du côté des salariés ou des sans salaire, nous sommes 40% à nous partager 2,8% du patrimoine national.

Leur économie, elle ne peut plus être relancée. Il n'y a qu'un moyen d'en finir avec la crise et les injustices qui s'aggravent : c'est de supprimer la cause de la

concurrence démente qui est de règle entre patrons, c'est de remettre à l'ensemble de la société la propriété des grandes entreprises, de ces montagnes de capitaux avec lesquelles ils jouent leurs jeux dangereux pour toute la société.

Et cette transformation, seule la classe travailleuse peut la mener à bien, "tous ensemble" bien sûr.

LE MOUVEMENT AU JOUR LE JOUR

20 Septembre : Annonce de la reconduction de la hausse de 2% de la TVA sur tous les produits

10 Octobre : Annonce du gel des salaires pour toute la Fonction publique : Grève de la Fonction publique contre le gel des salaires, annoncé pour 1996.

16 Octobre : Annonce de la hausse du forfait hospitalier de 55 à 70F.

15 Novembre : A la Chambre des députés, la majorité de droite, debout, applaudit Juppé et son plan de réformes sur la Sécurité sociale. Il prévoit aussi un changement du calcul des retraites pour les régimes spéciaux, avec un passage à 40 années de cotisations, comme c'est le cas dans le secteur privé depuis deux ans.

16 Novembre : Dans une interview, Juppé écrit : “Si deux millions de personnes descendent dans la rue, mon gouvernement n’y survivra pas (...) mais je ne crois pas à cette hypothèse”

La CGT cheminots appelle à la “grève générale unitaire” le 24 pour le rejet du plan Juppé, et pour le développement du service public dans le prochain contrat de plan SNCF.

19 Novembre : Le ministre de l'Economie et des finances Arthuis annonce l'existence d'un projet de suppression de l'abattement de 20% dont bénéficient tous les salariés assujettis à l'impôt sur le revenu.

21 Novembre : Manifestation étudiante pour obtenir des crédits pour les universités.

Vendredi 24 novembre : Les cheminots font grève largement (60% au niveau national). Les assemblées générales, à l'appel de la CGT, commencent à regrouper du monde, ce qu'on n'avait plus vu depuis la grève de l'hiver 86/87.

Manifestations à Paris et en province, à l'appel de la CGT. Nicole Notat est prise à partie dans la rue par des syndiqués CFDT, car elle soutient le plan Juppé. La direction de FO a appelé à ne descendre dans la rue que le 28 : mais de nombreux syndicats FO sont là, ignorant ces consignes.

La CFDT cheminots ne suit pas la position de Notat et soutient la grève. Les conducteurs reconduisent la grève pour le week-end, les personnels sédentaires décident de se retrouver lundi pour décider de la suite.

Samedi 25 novembre : La grève se poursuit à la SNCF. Elle démarre à la RATP, mais

cela ne se voit pas encore. Manifestations pour les droits des femmes, prévue de longue date.

Lundi 27 novembre : La masse cheminote, les plus exploités du monde du rail, ceux des ateliers, ceux qui travaillent sur les voies, commencent à entrer, prudemment, dans la grève. Ils ne veulent surtout pas rééditer la grève de 1986/87, vécue comme un échec.

Mardi 28 novembre : La grève s'étend à la RATP. Blondel de FO et Viannet de la CGT se serrent la main à la manifestation de Paris. La CGT n'a guère mobilisé car à l'origine cette journée était appelée par FO.

Mercredi 29 novembre : SNCF et RATP sont maintenant complètement paralysés. La grève gagne la Poste, avec 12 centres de tri.

Jeudi 30 novembre : Les syndicats appellent à la grève à EDF-GDF. Nouvelle journée de manifestations, à Paris et en province. *Sur une pancarte, on peut lire: "Il faut descendre dans la rue avant qu'on nous y jette".*

Vendredi 1er décembre : Maintenant, le sentiment des premiers grévistes est qu'ils ont réussi à construire un vrai mouvement, une force qui en impose, qui bloque le pays et avec laquelle le gouvernement est bien obligé de composer. Alors, on commence à penser que maintenant c'est très sérieux, on ne compte plus, il faut y aller à fond.

L'idée qu'il faut s'adresser aux autres, ne pas rester isolés comme en 86-87, avance. Mais pour la plupart des entreprises privées, le mouvement paraît encore concerner seulement les cheminots. La CGT annonce des actions chez Renault, à Air Inter, et une journée d'action mardi 5.

Dans le petit monde des gouvernants, on discute de faire un référendum, ou de nouvelles élections, pour arrêter la grève. Certains contestent la méthode de Juppé. Le RPR essaie d'organiser une contre-manifestation, au nom des "usagers mécontents".

Samedi 2 décembre : Manifestation à Paris d'usagers contre la grève : ils sont tout au plus 2000, et visiblement, beaucoup ne doivent jamais prendre le métro...

Dimanche 3 décembre : Le ministre de l'Education trouve 4 milliards de francs pour répondre à une partie des exigences des étudiants, dont le mouvement dure depuis plusieurs semaines.

Lundi 4 décembre : Les cheminots multiplient les déplacements vers les camarades des Postes, d'EDF, et aussi vers de nombreuses entreprises plus petites du privé. Les employés de France Telecom rentrent dans la grève, à l'appel de la CGT, FO et SUD. La grève reconductible touche aussi les hôpitaux. Dans plusieurs centres EDF, les grévistes "basculent" les usagers pour les mettre sur le tarif de nuit, moins cher.

A son Congrès, la CGT décide de ne pas employer le terme de "grève générale", tout en continuant à appeler à l'extension de la grève. Le gouvernement met en place un "plan-bus" en région parisienne, avec des cars de compagnies privées, et des vedettes sur la Seine : c'est plus exotique qu'efficace.

Le patron des patrons, Jean Gandois, président du CNPF, demande discrètement au gouvernement de ne plus rester intransigeant sur tout, et de revoir sa réforme des régimes spéciaux de retraite. C'est le patronat qui autorise le gouvernement à reculer, et c'est lui qui décide jusqu'où.

Mardi 5 décembre : Dans le privé, les débrayages à l'appel de la CGT touchent des secteurs les plus divers, mais restent limités. En fait les salariés s'arrangent pour pouvoir rejoindre les manifestations. Les instituteurs entrent dans la grève.

Juppé tient un premier discours à l'Assemblée, qui a la réponse qu'il mérite, dans la rue. Les chiffres officiels donnent 520 000 manifestants. *Sur une pancarte, on peut lire : "Du travail pour les jeunes, pas pour les vieux". Un cheminot d'Amiens : "On se bat pour que nos enfants ne soient pas chômeurs". Et partout : "Retrait du plan Juppé", et on reprend le slogan : "Tous ensemble".* Pour aider les sans-abri de Paris, des grévistes RATP font des rotations en bus affichant : "Machinistes grévistes solidaires des plus démunis".

Le soir, Juppé apparaît à la télé. Il annonce le report de la réforme des impôts, fixée pour le printemps 96, et l'abandon de la suppression de l'abattement de 20%. Sur le problème des retraites, il annonce qu'une commission en discutera avec les syndicats. Mais il tient tellement à montrer qu'il ne recule pas qu'on ne retient que son ton hautain.

Mercredi 6 décembre : Après avoir accusé le coup un moment, les grévistes vérifient qu'ils sont tous là dans les Assemblées générales, et le ton durcit. Pas de solidarité par contre dans le camp de Juppé : Pasqua le critique publiquement... en lorgnant sa place.

Jeudi 7 décembre : Les enseignants, à l'appel de la FSU et la FEN, entrent dans la grève. Les manifestations sont impressionnantes, en nombre croissant, mais surtout le ton est maintenant décidé : on se bat et on est fier de le montrer.

Une banderole à Grenoble : "Cheminots en lutte pour tous". La presse compare ce qui se passe à Mai 68. Chantal, 28 ans, facteur à Paris : "Je ne partirai pas en vacances cet hiver, je limite les sorties. Ca va, on ira jusqu'au bout". Les syndicats exigent de négocier avec Juppé. Juppé annonce qu'il veut bien négocier avec les syndicats.

Vendredi 8 décembre : A Merlebach, 2000 mineurs sont confrontés très violemment aux CRS, qui utilisent des grenades à effet de souffle. Inlassablement, chaque jour, la télé décrit les embouteillages, et cherche des usagers mécontents : elle trouve surtout des gens compréhensifs et solidaires

La CGT annonce une nouvelle journée "forte" pour le 12. Une première entrevue a lieu, entre le médiateur Jean Matteoli et l'ensemble des syndicats SNCF ; la FGAAC, syndicat corporatiste chez les conducteurs de train, est reçue séparément.

Samedi 9 décembre : Juppé se paie une page de publicité pour son plan, dans tous les quotidiens. L'Humanité et l'Equipe la refusent.

Dimanche 10 décembre : Manifestation d'usagers contre la grève à Paris : ils sont cette fois 1500. Juste à la fin du week-end, dimanche soir, Juppé réapparaît à la télé : il ne touchera pas à la retraite des conducteurs de train et de métro ; c'est le premier recul. Il suspend la signature du contrat de plan SNCF, et se dit d'accord avec l'idée d'un "sommet social" demandé par les syndicats.

Un gréviste RATP au centre de Championnet : "Moi, je me bats pour que le régime progresse. Qu'on revienne au moins aux 37,5 ans dans le privé". Un autre : "Quoi qu'il en sorte, demain ne sera plus comme hier, il faudra du respect".

Lundi 11 décembre : Le CNPF -le patronat- refuse le sommet social, et prévient le gouvernement : "Il n'est pas question que la pagaille qui affecte le service public (...) soit inoculée à nos entreprises". Juppé reçoit à Matignon la CGT et FO, et annonce cette fois clairement le recul pour les retraites de tous les cheminots.

Mardi 12 décembre : Réponse à la manoeuvre de Juppé visant à diviser le mouvement : les manifestations atteignent des chiffres historiques dans des dizaines de villes. Ce n'est pas du tout le baroud d'honneur que la presse annonçait. La police reconnaît plus d'un million de manifestants. L'Humanité va titrer : "Deux millions".

En province, Marseille a le plus beau record : 100 à 150 000 personnes ! Sur la Canebière, on chante L'Internationale. A Paris, une gréviste de la Poste: "*Maintenant, on a le sentiment d'avoir raison, et pour longtemps*". Un cheminot : "*Le fric ruisselle et la société est inhumaine*". A Rennes, un postier : "*Les citrons ont été trop pressés, il n'y a plus de jus et Juppé ne s'en rend même pas compte. C'est la rue qui nous guette, nous et nos enfants*". L'atmosphère est à la fraternité, à la dignité retrouvées : "*Les cheminots sont devenus les porte-parole des exclus*".

A l'Assemblée, le député UDF Novelli grimace sur Juppé : "La semaine prochaine, il enlève le bas!" Dans la soirée, Juppé recule sur le régime des retraites de tous les fonctionnaires.

A la SNCF, la direction du syndicat FGAAC décide l'arrêt de la grève. A l'Education nationale, la FEN en fait autant.

Mercredi 13 décembre : La CGT appelle à manifester cette fois un samedi, le 16. Pour tous, cela apparaît comme l'occasion d'avoir les camarades du privé avec nous.

Jeudi 14 décembre : Comme chaque matin, 180 Assemblées générales réunissent les cheminots dans tout le pays. Les discussions sont vives, on connaît la position de la FGAAC. Quelques dépôts votent la reprise, mais il y a aussi des militants qui déchirent leur carte. La CFDT appelle à la reprise du travail, mais la CFDT-cheminots lui rappelle qu'elle n'avait pas appelé à la grève.

Un conducteur de la FGAAC Gare de Lyon : "On a entraîné les postiers dans la grève, on était dans l'unité, je peux pas les laisser tomber. En même temps, je ne crois pas qu'on va tenir longtemps".

AG de Gare du Nord : un jeune mécanicien : "Quand on criait dans les manifs "Tous ensemble", c'était pour eux : c'est plus dur de débrayer dans les boîtes". Un autre conducteur : "Notre force, c'est que d'autres catégories nous aient suivis. Si on lâchait aujourd'hui, ce serait leur faire un petit dans le dos".

Aux sommets du pouvoir, Séguin, Léotard, Balladur, attaquent Juppé, mais seulement sur sa façon de faire : eux auraient réussi à faire passer les pilules...

Dans la soirée, s'appuyant sur une lettre du ministre des Transports, Pons, la CGT décide de proposer aux Assemblées générales "de modifier la forme actuelle du mouvement". C'est la première fois depuis le début que la direction CGT se comporte de manière incorrecte face à l'intérêt du mouvement, et des travailleurs.

Vendredi 15 décembre : Le matin, la CGT se contente de distribuer le fax de la lettre de Pons. Aux cheminots d'apprécier, mais cette fois contrairement aux autres, la CGT ne dit pas que le compte n'y est pas. Pourtant le plan Juppé sur la Sécurité sociale reste intouché.

290 établissements SNCF sur 340 votent la poursuite de la grève. Dans bien des endroits, les militants CGT n'ont pas le coeur à dire clairement la position de leur direction. Les travailleurs l'apprennent alors par la télé, à midi. C'est une douche froide.

La RATP s'efforce de faire circuler des métros alors que la plupart des stations restent bouclées. La presse, la télé, ne parlent que de "reprise du travail".

Samedi 16 décembre : La manifestation est encore imposante, et réclame toujours le

retrait du plan Juppé, mais les cheminots n'ont plus tout à fait le même cœur à l'ouvrage, le retournement de la CGT avant la manifestation y est pour quelque chose. La CGT parle d'une nouvelle journée mardi 19, mais on sent bien que ce n'est plus la même chose.

A Marseille, on chante : "Nous sommes toujours déterminés - à balayer le plan Juppé - et c'est certain on va gagner". Sur les banderoles et les pancartes : 37 ans et demi pour tous ; Qui sème la misère récolte la colère ; De l'argent il y en a dans les caisses du patronat.

Dimanche 17 décembre : 3000 médecins manifestent à Paris, contre le rationnement des soins.

Un cheminot de Rouen-Droite : "Nous nous retrouverons tous ensemble un jour, unis contre les patrons et les PDG, qu'ils soient du privé ou du public". Un agent de Gare du Nord : "Quand on bosse, on n'a pas le loisir de parler comme ça. Ce sont ces discussions qui font peur aux patrons, quand les travailleurs qui détiennent l'outil de travail commencent à réfléchir".

Lundi 18 décembre : La majorité des Assemblées de cheminots vote la reprise du travail. Le sentiment est qu'on a gagné, et on est content. On sait que le plan Juppé n'a pas été enlevé, mais on n'est pas arrivé à entraîner les camarades du privé.

Juppé a fixé le soi-disant sommet social le 21, espérant que l'incendie sera alors enfin éteint : et pour être sûr d'être tranquille, on n'y parlera ni de son plan sur la Sécu, ni des salaires.

Mardi 19 décembre : Il y a toujours 15 centres de tri postal en grève ; et 30 000 grévistes à EDF. A peine un tiers des bus parisiens circulent. Les agents du nettoyage de Bordeaux, les tramonts de Marseille ne bougent pas de la grève. La manifestation regroupe 5000 personnes à Paris, mais 9000 à Bordeaux, la ville dont Juppé est aussi Maire. Pas facile d'arrêter un tel mouvement !

Mercredi 20 décembre : 3 ministres ou anciens ministres, Pons, Méhaignerie et Sarkozy, sans doute inquiets de ce que l'incendie social n'est toujours pas éteint, demandent au gouvernement de reporter le démarrage du nouvel impôt, le RDS, prévu pour janvier 96.

Jeudi 21 décembre : Il y a encore des grévistes par milliers, surtout en province. 15 000 à EDF ; des centres de tri postal qui ne l'étaient plus se sont remis en grève. Et la grève durcit dans plusieurs transports de province.

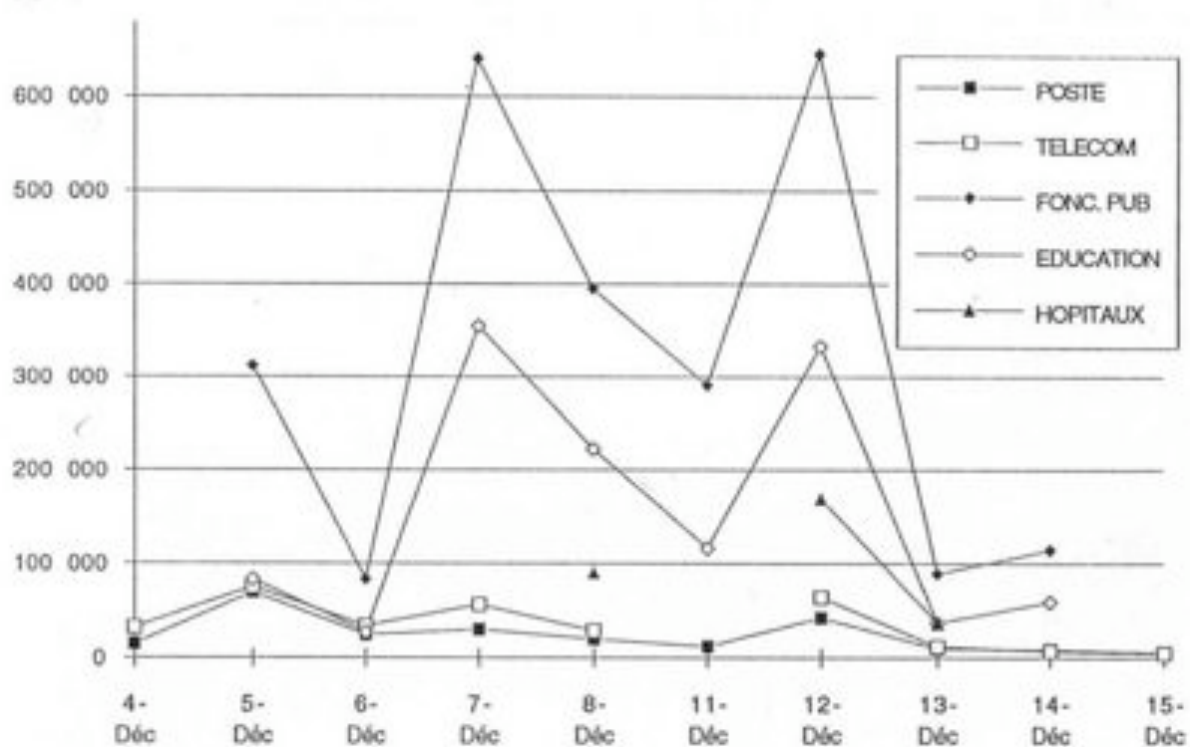
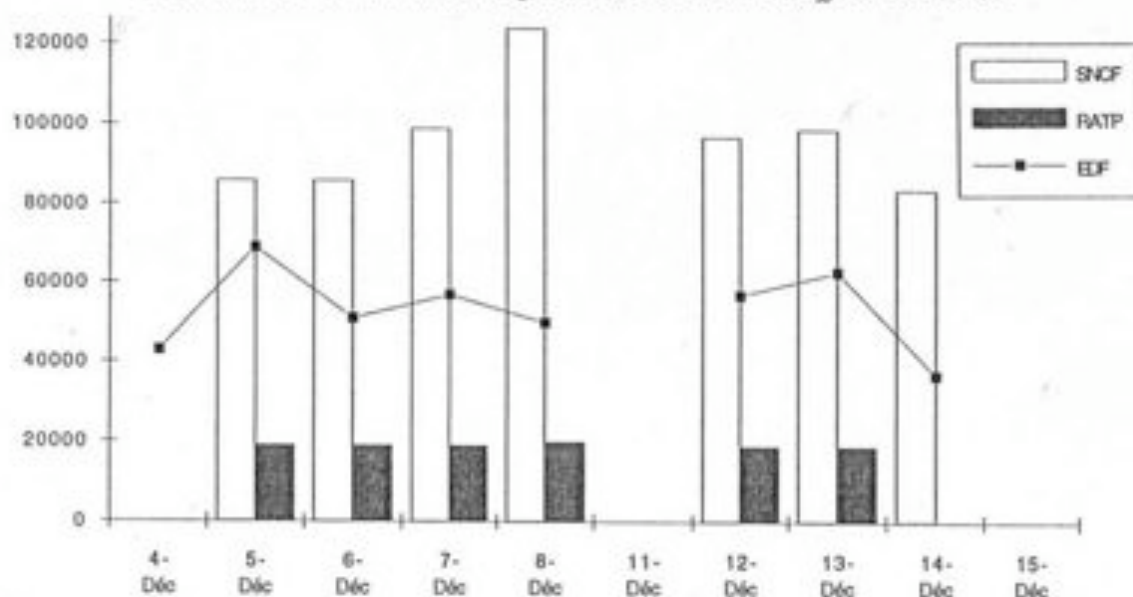
Le "sommet social" s'ouvre entre Juppé, le CNPF et les directions syndicales : on incite les gens à prélever sur leurs bas de laine pour consommer. C'est comme cela qu'on est censés régler les problèmes... d'en haut.

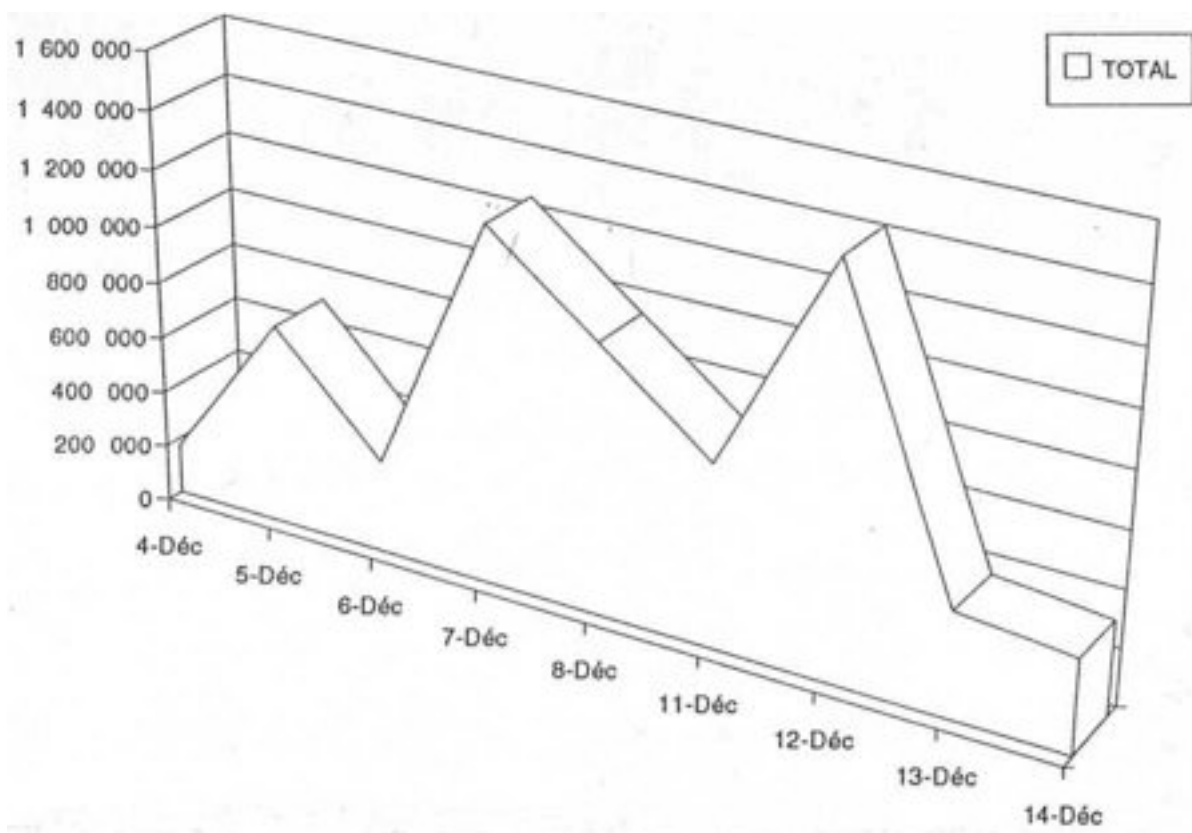
Jusqu'au 30 décembre. Quelques foyers de grève sont toujours allumés, mais la vie "normale" reprend son cours. Les nouvelles ne viennent plus que d'en haut : une secte "du Temple solaire" fait un massacre, les essais nucléaires reprennent, le contrôle technique sur les voitures va coûter plus cher, etc., etc.

Ce sont les travailleurs
qui écriront la suite de l'histoire sociale.

LES GREVISTES DANS LE MOUVEMENT

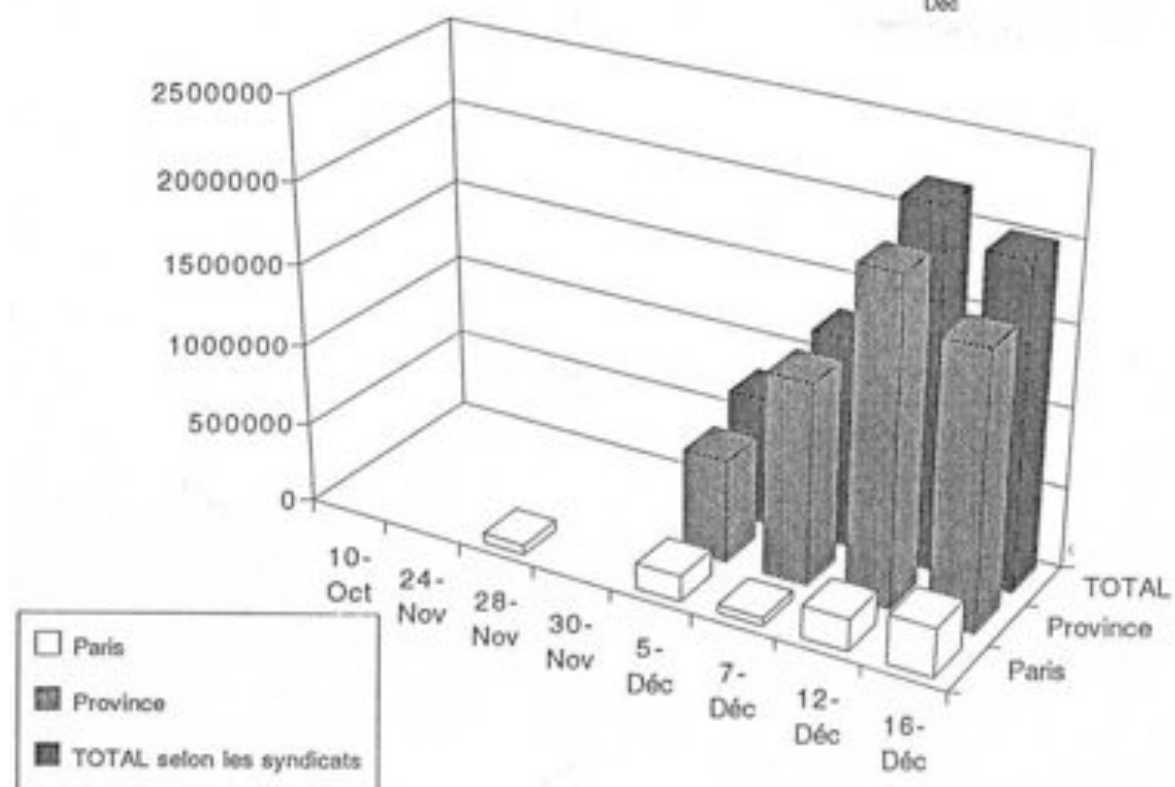
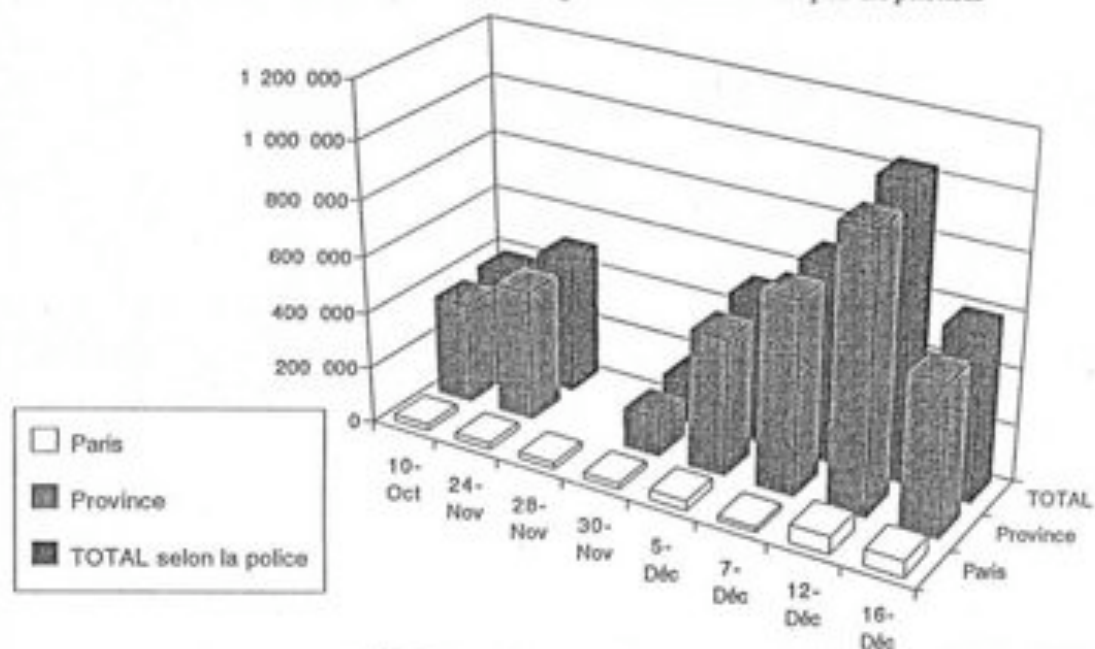
Les données pour certains secteurs ou certains jours sont manquantes, car elles n'ont pas été publiées. La réalité est donc égale ou au-dessus aux chiffres donnés ici.





LES MANIFESTATIONS

Les données pour certains jours sont manquantes car elles n'ont pas été publiées



Sources

Le Monde :

Le Credoc dénonce l'augmentation des situations de précarité 27/5/95

Les 50 ans de la Sécurité sociale -5 oct 95

Jours de grève -21 déc 95

Le Monde diplomatique :

janvier 1996

L'Humanité :

L'argent pour faire autrement -6/12/95

L'hebdo de l'actualité sociale V.O. :

dépenses de santé n° 2666, 29/9/95

médicaments génériques n° 2647, 19/5/95

SNCF :

Rapport d'activité 1994

Alternatives économiques :

Les riches -hors-série n°25, 3° trimestre 1995

Conditions de travail, la côte d'alerte, n° 132, 12/95

Pour les chiffres des grévistes et de manifestants :

Le Monde jusqu'au 4/12, Le Figaro du 5 au9/12, Le Monde pour les 11 et 12/12,

Les échos pour le 13/12, La Tribune et le Figaro ensuite

TABLE DES MATIERES

<i>1. Vive Décembre 1995, vive la remontée des luttes ouvrières !</i>	<i>p. 2</i>
<i>2. Ceux qui creusent le trou de la Sécurité sociale, et que l'Etat ne dénonce pas</i>	<i>p. 3</i>
<i>3. Ceux qui profitent de la santé</i>	<i>p. 3</i>
<i>4. Le plan Juppé : une aggravation de l'injustice</i>	<i>p. 4</i>
<i>5. Juppé poursuit une logique appliquée par la gauche au gouvernement</i>	<i>p. 5</i>
<i>6. Pour la Sécu et les retraites, la seule solution sérieuse passe par l'emploi et les salaires</i>	<i>p. 6</i>
<i>7. Comment les gros capitalistes font de l'or avec les déficits</i>	<i>p.6</i>
<i>8. Les retraites et le faux-problème du vieillissement</i>	<i>p.7</i>
<i>9. C'est le monde de l'argent qui s'accapare les fruits du progrès et du travail</i>	<i>p.8</i>
<i>10. C'est le monde de l'argent qui dirige vraiment les choses</i>	<i>p.10</i>
<i>11. SNCF, EDF, Poste : le service public est lui aussi au service du capital</i>	<i>p.11</i>
<i>12. C'est dans tous les domaines que la société est devenue malade</i>	<i>p.12</i>
<i>13. Le racisme, un poison qu'il faut arracher du monde du travail</i>	<i>p.14</i>
<i>14. Décembre 95 montre la voie de l'efficacité : la lutte collective</i>	<i>p.15</i>
<i>15. Notre force est dans notre union</i>	<i>p.17</i>

<i>16. Les cheminots ont tiré bien des leçons de leur grève de 1986/87</i>	<i>p.19</i>
<i>17. La grève, un apprentissage auquel il convient de participer pleinement</i>	<i>p.20</i>
<i>18. Une lutte d'ensemble construite et réussie par la CGT</i>	<i>p.22</i>
<i>19. Les syndicats d'abord préoccupés de leurs intérêts.</i>	<i>p.23</i>
<i>20. Les directions syndicales en avant pour éteindre l'incendie social</i>	<i>p.25</i>
<i>21. Le problème de la direction des luttes reste entier</i>	<i>p.26</i>
<i>22. La population travailleuse a besoin de nouveaux militants</i>	<i>p.27</i>
<i>23. La société a besoin de solutions à l'échelle internationale</i>	<i>p.29</i>
<i>24. Le monde ouvrier et les intellectuels</i>	<i>p.30</i>
<i>25. Dans un monde en crise, les idées révolutionnaires sont les seules raisonnables</i>	<i>p.31</i>
<i>Le mouvement de novembre-décembre 95 au jour le jour</i>	<i>p.34</i>
<i>La grève et les manifestations en chiffres</i>	<i>p.39</i>
<i>Sources</i>	<i>p.42</i>
<i>TABLE DES MATIERES</i>	<i>p.43</i>

pour toute correspondance, écrire à :
L'Ouvrier
BP 64, 94202 Ivry/Seine Cedex

10 F

(4/1/96)